

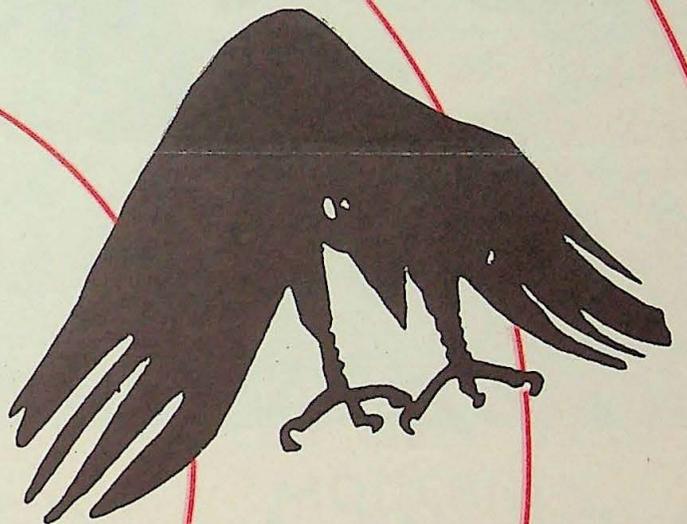
tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 5 MARS 1970
N° 444, 1,50 F



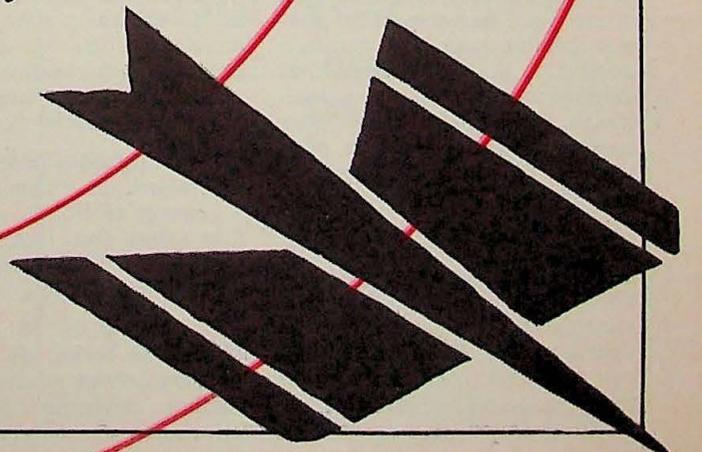
le racket



du



téléphone



Riposte au Mans

De notre correspondant

Trois étudiants arrêtés le 19 février, au Mans, puis incarcérés à la prison de la Santé à Paris ; un quatrième interpellé huit jours plus tard mais relâché : la répression policière bat son plein dans la Sarthe.

Au mépris de la Constitution et des Droits de l'homme et du citoyen, la police de Marcellin sévit et emprisonne pour délit d'opinion. C'est là le revers de la nouvelle société. Dimanche,

aucun motif officiel d'inculpation n'était connu et l'on se bornait à évoquer l'éventualité d'une affaire de reconstitution de ligue dissoute. Les trois étudiants soumis, à la Santé, au régime de droit commun sont en effet connus comme diffuseurs de l'Humanité Rouge. Leur seule arme : l'idéal communiste. C'est plus que n'en peut tolérer l'Etat bourgeois. Durant ce temps, les agres-

seurs de J.-P. Speller courent toujours. Il est vrai que la justice n'est pas la même pour un fils de ministre et un militant d'extrême-gauche. Les incarcérés de la Santé ont choisi pour défenseur notre camarade Leclerc, avocat au barreau de Paris.

Au Mans, la riposte ne s'est pas fait attendre. Le Front uni contre la répression, récemment créé — et qui regroupe contre l'Etat policier (et aussi contre les autres formes de répression, en particulier la répression patronale) : P.S.U., Humanité Rouge, Ligue communiste, C.I.R., Libre pensée, les Cercles anarchistes, l'U.N.E.F. et le S.G.E.N. — a fait la preuve de sa combativité et de ses possibilités de mobilisation des masses en organisant avec succès mardi soir, 24 février, un grand meeting à la Maison sociale, et, samedi après-midi, au centre du Mans, un autre rassemblement afin de réclamer la libération des inculpés Marie, Bernier et Filou. Pas de motif officiel d'inculpation, pas de régime politique, ce sont là les méthodes d'une police et d'une justice de répression politique pure et simple. La Cour de sûreté de l'Etat a vu ce dernier menacé par l'action militante de trois communistes non armés, mais ferme les yeux avec indulgence face aux agressions auxquelles se livrent en toute impunité les extrémistes de

droite. Une fois de plus Pompidou et Chaban se démasquent.

Au Mans ce n'était pas tout : les étudiants des quatre U.E.R. du centre universitaire (Droit, Lettres, Sciences, I.U.T.) ont fait grève de lundi soir à mercredi soir. Les enseignants, à l'appel de la F.E.N. et du S.G.E.N., ont cessé le travail mercredi pour le Mans-ville et vendredi pour le département. On a noté toutefois que le P.C. et la C.G.T., tout en protestant contre « ces atteintes aux libertés politiques », refusaient de s'associer aux invitations unitaires du Front uni contre la répression.

Quelques organisations de la C.G.T. (S.N.E.T.A. C.G.T. et administration universitaire C.G.T.), ainsi que l'U.N.C.A.I. du lycée de garçons du Mans, participaient activement à diverses actions.

En rassemblant 1 200 personnes à son meeting de mardi pour la libération immédiate de nos camarades et la défense des libertés politiques, syndicales et individuelles, en regroupant plus de 500 manifestants samedi dans les rues du Mans, le F.U.R. a prouvé qu'il existait et qu'il faudrait désormais compter avec lui.

Il a prouvé également que les forces socialistes savaient œuvrer ensemble autour d'objectifs communs. □



A.F.P.

Solidarité des révolutionnaires

La hausse des prix, la dégradation des services publics, l'aggravation du chômage et des conditions de travail dans bien des entreprises sont à l'origine d'une nouvelle poussée de la lutte de classes. Les mouvements révolutionnaires y trouvent une audience renforcée, des responsabilités accrues. Plus que jamais le pouvoir tremble pour sa « nouvelle société », dont la réforme universitaire est une pièce maîtresse. Où l'ordre et la paix sociale sont menacés, le pouvoir n'a pas le choix : le succès de sa politique réclame l'usage de la force. Pour se défendre il dispose de deux armes : répression et intoxication. C'est pourquoi, plus que jamais, les révolutionnaires doivent se montrer vigilants ; cela veut dire ne faire en aucune façon le jeu de l'adversaire. Lucidité et solidarité vont ensem-

ble. Ce qui vient de se passer à Nanterre ces dernières semaines a montré, s'il en était besoin, où mènent la violence désordonnée, les oukases lancés d'un groupe sur l'autre, les mensonges en guise d'explication politique. Plus que jamais l'heure est à un front uni contre la répression, où le P.S.U. a sa place : chaque coup porté par le pouvoir à une des organisations solidaires entre elles dans ce « front » est un coup porté au P.S.U.

Nous publions avec un peu de retard ce communiqué de « l'Humanité Rouge », d'autant plus actuel que l'inculpation des camarades qu'il concerne est aujourd'hui certaine :

• Depuis le 18 février, à l'heure du laitier, de nombreuses perquisitions domiciliaires suivies d'interpellations sont effectuées par différents servi-

ces de police à travers la France, notamment à Paris et Lyon, à l'encontre de militants marxistes-léninistes dont nombreux sont en liaison avec notre hebdomadaire.

Ces opérations seraient effectuées à la requête de la Cour de Sûreté de l'Etat dans le cadre d'une information « pour reconstitution de ligue dissoute ».

Plusieurs des personnes arrêtées ont été relâchées, mais d'autres restent maintenues en « garde à vue » ou « inculpées ».

Raymond Casas, ancien secrétaire politique du parti communiste marxiste-léniniste de France, a été arrêté.

Des recherches entreprises à son compte n'auraient pas abouti à l'arrestation de Jacques Jurquet, également ancien

secrétaire du P.C.M.L.F., qui vient d'effectuer un séjour en République populaire de Chine à la tête d'une délégation de marxistes-léninistes français.

L'arrestation à Lyon de Jean Thiriou est également confirmée.

La grande presse fait le silence total sur ces événements, aussi demandons-nous à tous les quotidiens et périodiques attachés au respect des libertés publiques d'informer leurs lecteurs des mesures parfaitement arbitraires en cours.

« L'Humanité Rouge » considère qu'il s'agit d'une tentative d'intimidation venant du pouvoir au moment où son influence ne cesse de croître, à la suite de la campagne contre la vie chère.

Les marxistes-léninistes ne se laisseront pas intimider. □



Luttes ouvrières

8. Cinq morts à Grenoble
Correspondant

Luttes étudiantes

12. Le pouvoir rend fou R. Chapuis
13. L'autodéfense est justifiée S.N.C.S.

Luttes internationales

14. Raison et déraison en Palestine J.-M. Vincent
15. Les « Cahiers Bernard Lazare » écrit.

Enquête

- 10-11. La « mafia » du téléphone.
Anne-Marie Lefranc

Politique intérieure

4. Un dialogue pour l'action Pierre Gautier
20. Question au ministre de l'Équipement.
Michel Rocard
Les démoralisateurs de l'armée
Jules Praha

Vie économique

5. Le « miracle français » a du plomb dans l'aile.
C. Lecaute.
7. La firme multinationale, arme de l'impérialisme.
R. Grillaut

Vie militante

9. Petite histoire d'un « commando gauchiste »
Gérard Féran

Vie culturelle

18. Opérette, pièce grave et légère
D. Nores
Un opéra voltairien
B. Sizaire
19. Il y a 100 ans naissait Rosa.
Alain Guillerm

Pompidou et les jeunes

Robert Chapuis

Dans son voyage aux Amériques, M. Pompidou a su adapter ses discours aux circonstances. A Washington, l'entente franco-américaine et les mini-jupes. A Chicago, la pollution de l'air. A San Francisco, le mal de la jeunesse. Tout le monde le sait : c'est à « Frisco » que les jeunes du monde entier rêvent de se retrouver avant de filer vers Katmandou. La drogue, les meurtres rituels, l'amour-et-pas-la-guerre, tel est — vous le savez — l'univers habituel, quotidien de « notre » jeunesse.

Pour parler de ce mal du siècle, M. Pompidou se trouvait aux côtés du gouverneur Reagan, ce maître-faucon, raciste et fasciste, au milieu de policiers encore tout essoufflés d'avoir matraqué les étudiants de Santa Barbara (coupables de s'être solidarisés avec les condamnés de Chicago : ces jeunes gens qui avaient dénoncé naguère la conduite de cette même police de Chicago, qui allait refaire parler d'elle quelques jours après !), et devant les milliardaires du paradis américain. Un public choisi.

Écoutons le Président :

« En quoi consiste ce mal de la jeunesse actuelle ? Si nous en croyons un certain nombre de théoriciens, la jeunesse se révolte contre le sort qui est fait à l'homme dans notre monde moderne... »

« Notre monde serait celui de l'aliénation dont on ne pourrait sortir qu'en se libérant de tout cadre social, familial, religieux, étatique, c'est-à-dire en détruisant tout... »

« Après tout, ce regret d'une société naturelle, où tout serait donné et rien ne devrait être acquis par le travail, où chacun n'aurait qu'à cueillir les fruits sans avoir à labourer la terre pour les faire pousser et mûrir, qu'est-ce sinon le regret du paradis perdu, de l'Éden d'avant le péché originel ? Mais voilà, le fait est là, et, que l'on soit chrétien ou non, il faut bien constater que l'homme est condamné à travailler et que ceux qui subsistent sans travailler, fussent-ils hippies, ne peuvent le faire que grâce au produit du travail des autres. Notre objectif ne peut pas être de nier l'exigence du travail, mais de lui donner un sens... »

Ces phrases ont un mérite : elles traduisent assez nettement ce qu'il est convenu d'appeler l'idéologie dominante, celle de la bourgeoisie.

On invente une catégorie sociale, celle de la jeunesse, pour se dispenser de toute référence de classe. On magnifie la révolte individuelle ; on désigne le démon pour mieux l'exorciser avec l'eau bénite de l'ordre social.

La jeunesse n'est qu'une adolescence. Il suffit de se couler dans le moule et de prendre la forme requise. Pour canaliser les instincts, il y a des institutions adaptées : la caserne et la maison de tolérance.

Contester, c'est détruire. Refuser la société actuelle, c'est refuser toute société, puisque aucune autre n'existe. Jadis, on disait des révoltés qu'ils étaient des communistes ; maintenant que l'image s'est ternie, on les appelle des anarchistes.

Puisqu'ils refusent la société, ce sont des bêtes, comme disait Voltaire. La preuve, ils admirent des sauvages : Hô Chi Minh, Guevara... dont les pays ne sont même pas encore industrialisés. Car il n'y a pour les capitalistes qu'un seul cas où l'on puisse parler de révolution : s'il s'agit de la révolution industrielle.

Dans notre société industrielle et bénie, l'homme est « condamné » à travailler. Les cadences infernales, l'insécurité de l'emploi, les accidents du travail, la fatigue et les maladies professionnelles, c'est notre châtiement. Bien sûr, il y en a qui profitent du travail des autres. Qui ? Les banquiers, les actionnaires, les gros exploitants... Non, rassurez-vous, M. Pompidou ne pensait pas à Rothschild. C'était des « hippies » qu'il s'agissait.

Il reste à donner un sens à ce travail. C'est alors que M. Pompidou a changé de sujet... Essayons néanmoins de prolonger la réflexion : qui donc est le mieux placé pour donner un sens au travail ? Ne serait-ce pas le travailleur lui-même ? Pour mettre fin à l'exploitation et à l'inégalité, pourquoi ne pas faire appel aux exploités, à ceux-là mêmes qui subissent l'injustice ?

Ce que demandent les jeunes aujourd'hui, c'est qu'on en finisse avec les tartuferies et les plaidoiries sur l'homme qui cachent le mépris et dissimulent la violence de l'exploitation, celle des individus comme celle des peuples. Que la première soit plus sensible dans nos sociétés, que la seconde le soit davantage dans les pays du tiers monde, ce n'est pas le signe d'un décalage psychologique, c'est la conséquence des différences créées et utilisées par le capitalisme lui-même. Il est vrai que naît à travers le monde sous des formes variées, avec une conscience différente, une génération anticapitaliste ; il dépend de nous qu'elle soit une génération socialiste.

Quel est l'idéal proposé par M. Pompidou ? Celui d'aider les pauvres, les pauvres gens et les pays pauvres. Mais il y a belle lurette que l'on croit pouvoir cacher les causes en faisant disparaître les conséquences. Avec une génération mieux informée, plus scolarisée, il est peut-être plus difficile de jouer cette comédie. Un autre idéal apparaît alors, celui qui conduit à s'appuyer sur ces « pauvres » pour changer les conditions de la vie sociale, ou plutôt à ne plus employer ce vocabulaire de dame d'œuvre, mais à parler de la réalité du travail, et de la force des travailleurs. Lycéens, étudiants, jeunes travailleurs : il est un idéal qui peut les unir, il est un combat qui leur redonnera une âme commune et fera de leur révolte un acte positif et constructif : c'est le combat de la révolution socialiste.

Chapeau bas, mes bourgeois ! Oh ! ceux-là,
[sont les Hommes !

Nous sommes ouvriers, Sire ! Ouvriers !
[Nous sommes

Pour les grands temps nouveaux où l'on
[voudra savoir

Où l'Homme forgera du matin jusqu'au
[soir,

Chasseur des grands effets, chasseur des
[grandes causes,

Où, lentement vainqueur, il domptera les
[choses.

Ces vers ne viennent pas de l'âme de Baudelaire parlant en secret à M. Pompidou ; c'est le forgeron de Rimbaud qui s'adresse à Louis XVI. □



**PRÉSENCE
AFRICAINES**

**LES NÉGRIERS
MODERNES**

J.-P. N'DIAYE
12 F

Le dossier explosif d'une exploitation sordide.

**DISCOURS
SUR LE
COLONIALISME**

Aimé CESAIRE
3,60 F

Un livre qui reste toujours d'actualité.

Librairie Présence Africaine
25 bis, rue des Ecoles
Paris 5^e

Un dialogue pour l'action

Pierre Gautier

Le P.C.F. et le P.S.U. engagent ces jours-ci des conversations qui peuvent avoir une très grande importance pour le mouvement ouvrier. Les divergences entre les deux organisations sont loin d'être négligeables, puisqu'en réalité elles ne portent pas seulement sur la tactique, mais aussi sur la stratégie (vers la démocratie avancée ou pour un pouvoir de transition vers le socialisme). C'est dire qu'il ne peut s'agir de négociations simples ou faciles qui se donneraient pour but de réduire quelques différences d'opinion et de conclure des accords électoraux.

Dans un discours qu'il a prononcé à Carcassonne, Georges Marchais a indiqué qu'il se posait toute une série de questions sur l'attitude du P.S.U. (de la campagne sur le contrôle ouvrier jus-

qu'au rapport du P.S.U. avec les groupes). Il ne s'agit évidemment pas de questions qui traduisent un manque d'information. La direction du parti communiste sait très bien que le P.S.U. ne refuse pas les contacts au sommet avec les grandes organisations, et qu'il ne s'est jamais prononcé pour des actions aventuristes. Elle sait très bien aussi que les conversations entamées avec « Lutte ouvrière » ou « La Ligue Communiste » ne sont pas restées des conversations d'état-major, mais ont débouché immédiatement sur l'action. Interprétons donc cette inquiétude, ces interrogations comme la manifestation du fait que le parti communiste sent très bien que l'unité des travailleurs passe par l'unité avec le courant socialiste et révolutionnaire que nous représentons au-



jourd'hui avec d'autres. Il y a là pour lui un problème nouveau et qu'il n'était pas habitué à traiter.

Ceci dit, il est clair que le P.S.U. ne négligera rien pour que les conversations commencées le 2 mars aboutissent à des accords précis, permettant à l'ensemble du mouvement ouvrier de passer à l'offensive contre le régime, sa répression et ses contrats de progrès. □

Des délégations du P.S.U. et du P.C.F. se sont rencontrées le 2 mars 1970 au siège du Parti communiste français. Après un premier échange de vues, elles ont décidé de poursuivre les conversations et se sont mis d'accord sur la procédure de ces conversations.

De la bouillie pour les vieillards

Le journal « l'Expansion » écrit :

« Sur les types de consommation en faveur chez les personnes âgées, les mêmes enquêtes mettent en valeur trois postes : alimentation, logement, chauffage (outre les dépenses d'hygiène et santé », qui dépassent la moyenne nationale), qui semblent répondre à des besoins essentiels. Et pourtant mal satisfaits : des enquêtes plus discrètes que celles de l'I.N.S.E.E. démontrent qu'en certains points de vente 30 % des personnes âgées qui achètent des aliments pour animaux... n'ont ni chat ni chien. Mais vraisemblablement de mauvaises dents !

Il est probable que des produits alimentaires spécialisés pour le troisième âge — il y en a bien pour le premier âge — trouveraient des débouchés importants. D'une manière générale, toutes les facilités apportées à la vie quotidienne répondraient à des besoins existant chez les personnes âgées.

Il est vraisemblable que « l'Expansion », « premier journal économique français », a oublié qu'une boîte d'aliment pour chat ou chien coûte dans les 1,50 F, et qu'avec son contenu deux personnes peuvent se « nourrir », ce qui diminue de deux tiers le prix de la viande ! □

Notre Société

Comme du bétail...

Michel Camouis

Chaban-Delmas, il y a quelques jours, se rendant à proximité d'un bidonville, à Aubervilliers, promettait que ceux-ci auraient disparu avant 1972. On a vu à Châtenay-Malabry comment le régime entend s'y prendre pour se débarrasser des bidonvilles...

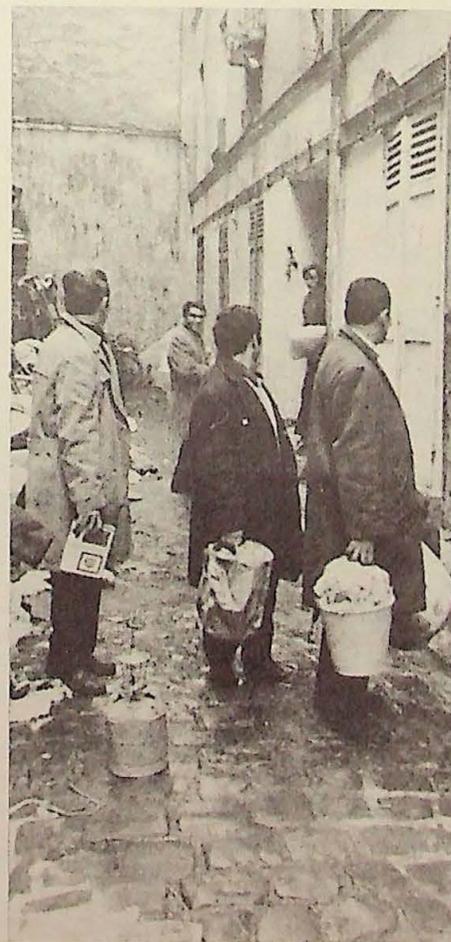
Depuis plusieurs mois, la préfecture des Hauts-de-Seine avait décidé de supprimer des masures, où vivent plusieurs familles de travailleurs Algériens et Portugais, situées à proximité de la nouvelle Ecole Centrale de Chavenay (inaugurée en grande pompe par Pompidou au mois de novembre 69).

Deux fois la police était venue pour les expulser officiellement, sans leur assurer de relogement. Les travailleurs appuyés par des étudiants de « Centrale » et d'Antony, se sont opposés victorieusement à ces tentatives. Vendredi après-midi, une brigade de C.R.S. en tenue de combat et armée, est arrivée dans le bidonville alors que les travailleurs étaient à l'usine.

Ils ont abattu toutes les baraques qui n'étaient pas en dur, fracassant les portes et les fenêtres, sortant les matelas et d'autres affaires pour y mettre le feu. Ce commando n'a épargné que trois maisons où s'étaient réfugiés les femmes et les enfants.

Lorsque les travailleurs sont rentrés chez eux, ils n'ont pu que constater les destructions et ils sont partis chez des amis déjà entassés à plusieurs foyers dans deux ou trois pièces.

Samedi matin, la police est revenue pour constater le succès de son opération. Ces faits montrent clairement le vrai visage du régime et les moyens qu'il emploie pour régler les problèmes qui le gênent. □



SKI EN TCHÉCOSLOVAQUIE

PAQUES

22 Mars - 4 Avril

LES MONTS DES GEANTS
(1.100 - 1.600 m)

2 télésièges - 6 téléskis
1 patinoire

COURS DE SKI GRATUITS
(4 h. par jour)

en AVION : 1 h. 30 de vol

PRIX PARIS-PARIS

Hôtel Windsor F **770**

Hôtel Savoy F **860**

REDUCTIONS

40 % enfants de 2 à 4 ans

25 % enfants de 4 à 10 ans

Prix comprenant : voyage avion PARIS/PARIS - Logement en chambres à 2 lits - Pension complète - Transferts en autocar de Prague à la station - Séjour d'une journée à PRAGUE avec visite de la ville.

Prochains départs : Février, Mars - Pâques

VOYAGES OPÉRA-LAFAYETTE

26, rue Lafayette - PARIS (9^e)

Tél. : PRO. 17-69 - Lic. 487 A

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

Le "miracle français" a du plomb dans l'aile

Christian Leucate

Une indiscretion opportune de la presse bourgeoise vient d'apprendre aux Français que « ça y était ». Le bébé était là, tout beau, tout rose. Un peu prématuré, sans doute : le gouvernement avec ses ministres et puis ces messieurs du Conseil économique et social, et, du parlement devaient encore se pencher sur le berceau... Mais, déjà, quelle croissance ! et quel équilibre !

Fétichisme de l'ordinateur...

Soyons sérieux. Cette ébauche de VI^e Plan mérite que l'on y prenne garde. Première remarque, l'enfant prodige est né — chose peu commune — d'un ordinateur : l'ensemble des choix du plan ont été, pour la première fois, analysés à l'aide d'un modèle économétrique global. Simple perfectionnement des techniques de pression ? Certes, mais que le pouvoir a su parfaitement utiliser dans un moment où les nouvelles stratégies sociales de la bourgeoisie exigeaient une transformation profonde de toute la politique économique.

Dans sa première époque (1958-1968), le régime gaulliste permit, en effet, à une couche de la bourgeoisie, alors dominante au sein de l'appareil d'Etat et dont la référence idéologique principale restait « l'esprit 1945 » — l'ambition d'une technocratie vigoureuse interventionniste et réformiste — d'imposer une certaine idée du Plan : celui-ci devait être le haut lieu de l'« économie concertée », tenter un inventaire des besoins sociaux et des moyens propres à les satisfaire, mettre en œuvre un dispositif d'incitations financières propres à assurer le respect de l'« intérêt général » par les entreprises privées... Avec le V^e plan, dernier avatar de cet idéalisme bourgeois, le mythe devait s'écrouler sous la poussée du développement capitaliste lui-même : l'Etat était incapable de tenir ses engagements en matière d'équipements collectifs ; la politique des revenus n'était guère plus qu'une forme mal déguisée du blocage salarial ; les capitaux privés, enfin, n'obéissaient qu'aux lois propres de la spéculation et, au mieux, considéraient le plan comme une simple étude de marché, d'une qualité au demeurant médiocre.

Après mai 1968, si la technocratie change son fusil d'épaule c'est que la bourgeoisie d'affaires veut désormais faire confiance aux seules vertus de « l'expansion » capitaliste pour surmonter les difficultés que l'interventionnisme n'a pas suffi à résoudre. Aussi n'attend-elle plus du Plan qu'il exprime des **besoins** que le mode de production capitaliste est incapable de satisfaire mais plutôt qu'il l'éclaire sur les risques et les incertitudes d'un développement économique que les monopoles ne peuvent à eux-seuls totalement prévoir et maîtriser.

De ce point de vue, le fétichisme de l'ordinateur suscité par l'élaboration du VI^e Plan aura joué un rôle très précis : 1°. déplacer systématiquement l'attention des revendications sectorielles et du problème des conditions sociales du développement économique vers le choix, posé en termes de cohérence purement abstraite, du taux de croissance et du niveau des « grands équilibres » financiers. 2°. remplacer la négociation entre les « partenaires sociaux » — qui, sous une forme certes très édulcorée, reflétait encore la réalité des affrontements de classe — par un curieux arbitrage des experts, censé exprimer la fatalité des « lois économiques ».

... Développement capitaliste

Cette mystification a été d'autant plus facile, qu'il est indiscutable que, **dans le cadre du mode de production existant**, la marge de manœuvre de la classe dominante était quasi inexistante : la contradiction entre le développement des forces productives et les rapports sociaux capitalistes a rarement été plus aiguë que dans la phase que traverse actuellement l'économie française.

1. Au-delà de l'avantage artificiel de la dévaluation, la **concurrence capitaliste internationale impose aux entreprises françaises un effort sans précédent de compression de leurs coûts**. Celui-ci exige des gains de productivité qui ne peuvent être acquis qu'au prix d'un rythme très soutenu d'investissements. Dans l'immédiat les ressources nécessaires ne peuvent être dégagées qu'en aggravant la pression exercée sur les travail-

leurs (cf. le « rétablissement » opéré depuis Grenelle par le patronat (1)).

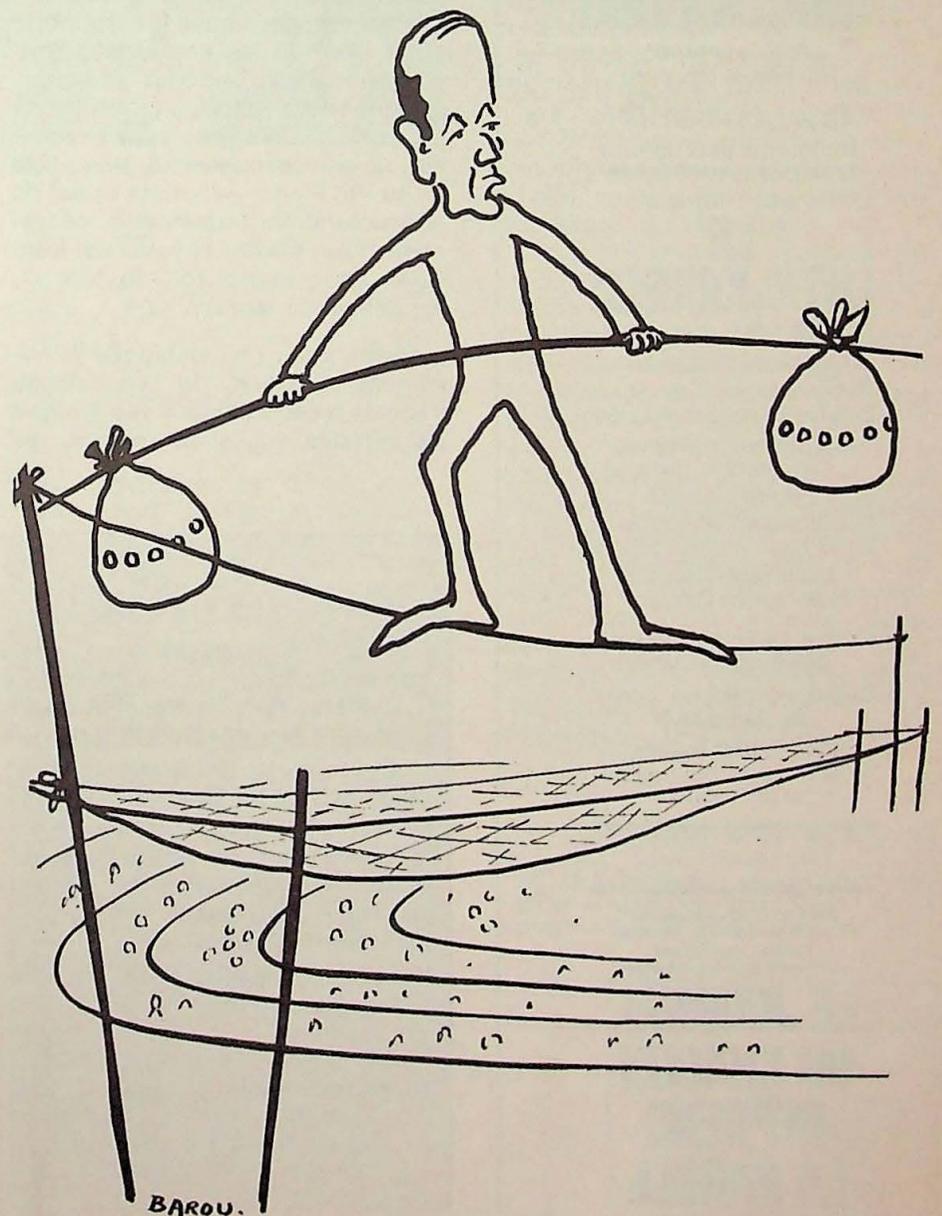
2. Mais, en outre, ce type de développement des forces productives exige de la bourgeoisie une immobilisation croissante de capitaux qui menace le ressort même de l'économie capitaliste (le taux du profit) : en substituant de plus en plus du capital à du travail vivant, il rétrécit chaque jour un peu plus la base même de l'exploitation capitaliste (**le travail salarié**).

3°. Aussi pour sauvegarder son taux de profit, le capitalisme français ne dispose que de trois solutions :

● **Aggraver l'exploitation des salariés** (non pas, bien sûr, en réduisant leur rémunération **absolue**, mais en jouant sur leurs conditions de travail — les cadences — et en ne leur accordant qu'une part du « gâteau » chaque année plus réduite en termes relatifs). La limite de cette solution est, sur le plan économique, qu'elle porte directement atteinte à la consommation des salariés, débouché principal de la croissance industrielle.

● **Pratiquer ce que l'on peut appeler l'impérialisme interne**,

(1) Cf. 1970, le capital sans supplément d'âme. T.S. n° 446.



c'est-à-dire l'exploitation et la mise sous contrôle systématique des secteurs précapitalistes : agriculture, petit commerce...

● **Faire pression sur l'appareil d'Etat** pour obtenir en permanence un allègement des « charges » des entreprises, qu'il s'agisse d'impôts, de cotisations sociales, de formation professionnelle, de crédit public, de subventions, etc.

Telle est bien la nature réelle du projet de « nouvelle société » et des envolées sur la compétitivité, l'industrialisation... Mais il devient de plus en plus difficile au pouvoir d'en dissimuler les conséquences sociales immédiates : surexploitation ouvrière, crise des classes moyennes traditionnelles. D'où la brutalité des grands choix du VI^e Plan et les petites précautions dont ils s'entourent :

● Le prix des « équilibres » (finances publiques et relations économiques extérieures) et de la forte croissance des investissements est particulièrement lourd :

Freinage de la croissance du pouvoir d'achat des salariés (3,8 % par an au lieu de 4,2 % dans le IV^e Plan (1960-1965) ;

Maintien à haut niveau de la durée du travail (43 h 30 en 1975) ;

Croissance très ralentie des équipements collectifs (9 % par an au lieu de 14 %) et des prestations sociales (7,6 % au lieu de 11,2 %).

Sacrifice éhonté de l'effort en faveur du logement (+ 2 % par an !).

● Mais, par ailleurs, le **Pouvoir est fort soucieux de ménager les intérêts immédiats des couches moyennes** qui lui assurent son assise politique : le pouvoir d'achat des entrepreneurs individuels progressera de 5,4 % par an dans l'industrie et le commerce (1,6 % de plus que les salariés...).

... et contradictions sociales

Le VI^e Plan malgré son fort taux de croissance (6 %) témoigne de l'impossibilité actuelle du « miracle français » que souhaitait ouvertement la couche la plus avancée, moderniste et internationaliste du patronat et de la bourgeoisie financière.

● Le pouvoir a dû se contenter d'une solution intermédiaire qui, par bien des aspects, ne fait que prolonger les choix déflationnistes du « plan de redressement » (compression des dépenses budgétaires et de la demande des salariés), tente par ailleurs, sans trop y croire, d'« améliorer le climat social », d'instaurer de nouveaux rapports entre l'Etat et les entreprises (privatisation...), le patronat et les organisations syndicales (contrats de progrès...), mais que, pour l'essentiel, a dû repousser à plus tard — au VII^e Plan ? — l'effort brutal de restructuration industrielle nécessaire pour placer l'économie française dans le peloton de tête du capitalisme international.

Même avec ces ambitions relativement limitées, le capitalisme français n'est d'ailleurs pas éloigné de certains seuils de rupture, qui

menacent sérieusement le pari qu'il porte sur l'avenir :

1° Les capacités d'accumulation de capital devant être dégagées par les seules entreprises françaises semblent sous-estimées au regard des objectifs assignés à la productivité industrielle.

Alors, ou ceux-ci ne seront pas atteints et c'est l'ensemble des trop beaux équilibres du Plan qui sera remis en cause, ou le rythme sera tenu mais il faudra alors en payer le prix soit par un surcroît d'exploitation du travail, soit par un recours accru aux capitaux étrangers. Par rapport à la situation décrite par le Plan, ce serait, en tout cas, la source d'une aggravation sensible des contradictions politiques et sociales, dans les années à venir.

2° La compression des dépenses publiques d'investissement (qui sont déjà les plus faibles d'Europe) est lourde de conséquences à long terme, même du strict point de vue de l'industrialisation et de l'adaptation des structures économiques car le relais par la spéculation privée aura toujours pour limite, la possibilité effective de « rentabilisation ». Ainsi, avec leur démagogie anti-interventionniste et le poujadisme fiscal qu'ils entretiennent dans l'opinion, le patronat et le gouvernement porteront la responsabilité des carences irrémédiables — en matière d'éducation, de logement, de transports en com-

mun... — qu'ils ont choisi de créer pour l'avenir.

3° Enfin aucun des plans précédents n'exigeait autant des travailleurs. Pendant cinq ans, les promesses de la « nouvelle société » vont se résumer pour eux à la morale du « redressement ». Lors du V^e Plan, c'est une situation relativement moins tendue qui a pu conduire à l'explosion de mai 1968. Ceci ne signifie pas nécessairement que la crise sociale doive se répéter de façon mécanique mais que, pour le moins, le dispositif mis en place par le pouvoir avec les contrats de progrès pourrait bien ne pas suffire à contenir les revendications ouvrières au niveau jugé souhaitable par la bourgeoisie pour l'équilibre de son plan. Le rapport de forces risque d'autant plus de lui être défavorable qu'une croissance à 6 % s'accompagnera, sans doute, de vives tensions sur le marché du travail. Certes, le pouvoir pourra toujours susciter une nouvelle « armée de réserve industrielle » en recrutant davantage de travailleurs immigrés ou en accélérant la prolétarianisation des agriculteurs et des petits commerçants.

En tout cas et de quelque côté qu'elle se tourne, la « nouvelle société » n'échappe pas au vieux paradoxe du développement capitaliste qui ne peut jamais surmonter ses contradictions immédiates qu'en renforçant les rangs de ses propres fossoyeurs. □

L'IDIOT International

Paris - Londres
numéro 4 est paru

48 PAGES POUR 3 F
Un journal plus un livre

Un document indispensable

LE LIVRE JOURNAL LES GREVES SAUVAGES

Rebondissement de l'affaire Ben-Barka par Daniel Guérin

La lutte des classes en Israël et dans les pays arabes.

Mozambique: Cabora Bassa, un barrage contre le peuple.

Laos: reportage sur les régions libérées.

L'Ecole: Le Petit Livre Rouge des écoliers Danois

Que deviennent les enfants de Barbiana ?

Procès d'un militant: Français encore un effort. par Jean Genêt.

Lisez - abonnez - vous

tiré à 100.000 exemplaires, en vente dans tous les kiosques l'édition anglaise est également accessible à Paris.

LE JOURNAL OU CHACUN REPREND LA PAROLE

Vient de paraître

QUE FAIRE

Cahiers du Centre d'Etudes et d'Initiative révolutionnaire.

N° 1 - février 1970 : Alain Badiou - Abraham Behar - Manuel Bridier - Serge Depaquit - André Granou - Abu Hassan - Marc Heurgon - Rossana Rossanda - Emmanuel Terray - Jean-Marie Vincent.

Rédaction-Administration :
71, rue Dulong, Paris-17^e.

- Le numéro : 5 F
- Abonnements :
1 an (6 numéros) : 28 F
de soutien : à partir de 50 F
Diffusé par Editions Syros.



La firme multinationale, arme nouvelle de l'impérialisme

Rémy Grillault

Les Etats-Unis, dans leur entreprise de mise en coupe réglée du monde, respectent scrupuleusement le dicton : « Avoir toujours deux fers au feu ». Une des préoccupations essentielles de l'impérialisme est d'assurer la sauvegarde de ses intérêts à long terme.

Ainsi, on savait depuis Lénine (1) que l'exportation de capitaux, les investissements à l'étranger étaient la forme suprême de la domination économique. Mais, fait nouveau, les monopoles U.S. ne se contentent plus des investissements particulièrement rentables qu'ils effectuent dans le tiers monde (Amérique latine notamment). Ils se tournent de plus en plus vers les autres pays capitalistes industrialisés, et plus particulièrement vers les pays du Marché commun. A l'heure actuelle, les investissements totaux des Etats-Unis dans le monde représentent plus de 60 milliards de dollars, qui se répartissent en parts sensiblement égales entre le Canada, annexe des Etats-Unis, les pays sous-développés et l'Europe.

Or, bien loin d'être une « aide » comme nombre d'économistes libéraux bien pensants voudraient encore le faire croire, il s'agit d'opérations dont les seules motivations sont celles du profit et de la domination économique. On soulignera notamment qu'à l'heure actuelle les profits rapatriés aux Etats-Unis sont d'un niveau comparable aux exportations annuelles de capitaux. En 1975, il y aura même excédent des rapatriements sur les investissements : globalement, **les investissements américains n'apportent aucun surplus de capitaux au reste du monde mais tendent au contraire à prélever sur les économies dominées un tribut de plus en plus considérable.**

Bien que l'Europe représente un terrain moins favorable à cette exploitation que le tiers monde, la stratégie des grandes firmes U.S. n'y est pas moins agressive. Il s'agit en effet d'occuper au plus vite les places qui pourraient être prises par les quelques entreprises européennes dont la dimension s'approche de « l'échelle internationale ». **L'arme nouvelle de l'impérialisme américain est ici la firme « multinationale », forme la plus avancée du capitalisme de monopole.** Multinationale par son champ d'activité, mais principalement dirigée des Etats-Unis, celle-ci s'implante désormais en Europe pour fabriquer sur place des biens jusqu'à présent importés des Etats-

Unis. Ainsi, elle agit doublement en parasite des économies nationales : elle bénéficie de l'emploi d'une main-d'œuvre acceptant des rémunérations plus faibles et elle a même de moins en moins besoin d'apports financiers américains, dans la mesure où elle peut éponger directement les capitaux disponibles sur les marchés européens. En cela, elle est largement favorisée par l'acceptation du dollar comme étalon monétaire interna-



MM. Giscard d'Estaing et Karl Schiller à la Conférence des Ministres des Finances des Six.

tional, qui lui permet de se financer en partie sur le marché des euro-dollars (2).

Ce type de firme est désormais l'arme privilégiée de la stratégie de prise de contrôle développée par l'impérialisme. Celui-ci recherche de préférence les secteurs les plus rentables et qui offrent les perspectives d'expansion à long terme les plus sûres. En France, par exemple, il contrôle déjà 80 % du marché des calculatrices, 60 % du matériel électronique, 60 % du matériel agricole. La vague récente d'implantations a, en outre touché plus particulièrement le secteur des industries alimentaires et les activités liées au développement nucléaire. Soulignons cependant que si, contrairement à certaines idées reçues, la France est pour l'instant moins colonisée par les capitaux américains que l'Allemagne de l'Ouest (4 % du total des capitaux contre 6 %), ceux-ci y sont tous placés dans les secteurs de pointe.

C'est dire la faillite de la politique de « grandeur » et d'« indépendance nationale » pratiquée en ce domaine par le gaullisme. Quelques échecs retentissants (l'affaire Bull et plus récemment la filiale française de production d'électri-

cité nucléaire) ont démontré l'incapacité du régime à appliquer la politique « sélective » qu'il préconisait. En fait, malgré des ripostes sans efficacité lors des prises de contrôle les (plus spectaculaires, les mécanismes « libéraux » sont toujours restés la règle. Le retour ouvert à l'atlantisme et les exigences de l'« industrialisation » ne devraient qu'accélérer le démantèlement de ce qui peut subsister du faible dispositif de contrôle mis

firmes qui se verrait refuser l'implantation dans un pays pourra toujours s'installer dans le pays voisin dont elle inondera le marché du premier pays avec la même efficacité.

● En outre, la force de pénétration des firmes internationales exprime une réelle avance technologique liée à la puissance de l'accumulation capitaliste et de l'exploitation internationale réalisée par les Etats-Unis. En ce sens, la colonisation des économies européennes par les capitaux américains est un aboutissement normal du libre jeu de la concurrence capitaliste internationale à laquelle les Etats ne pourraient s'opposer que par une politique de type protectionniste dont ils ont perdu les moyens.

Ainsi, dans le cadre du capitalisme international, **l'autonomie politique des Etats est de peu de poids face aux lois de développement du mode de production.** Et ce n'est pas une prétendue « séparation de l'économique et du politique » qui permettra de résoudre cette contradiction.

Le mouvement socialiste pour sa part ne peut cultiver l'illusion d'une indépendance nationale qui n'aurait pas pour préalable la construction des bases objectives d'un développement économique et social libéré du capitalisme.

Seule la prise du pouvoir par les travailleurs peut ouvrir les perspectives réalistes (3). Seul le succès européen du mouvement ouvrier peut ouvrir la voie à une solidarité permettant le rattrapage nécessaire du fossé technologique. Et c'est en introduisant une autre rationalité dans l'économie que seront réellement mobilisées les forces nécessaires pour un tel effort. A de telles conditions il est possible d'envisager l'établissement d'un front mondial (anti-impérialiste) unissant les pays développés anti-impérialistes et les pays du tiers monde et privant définitivement les Etats-Unis des bases de leur système international d'exploitation.

(1) L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.

(2) Cf. « La loi du dollar », T.S. n° 436.

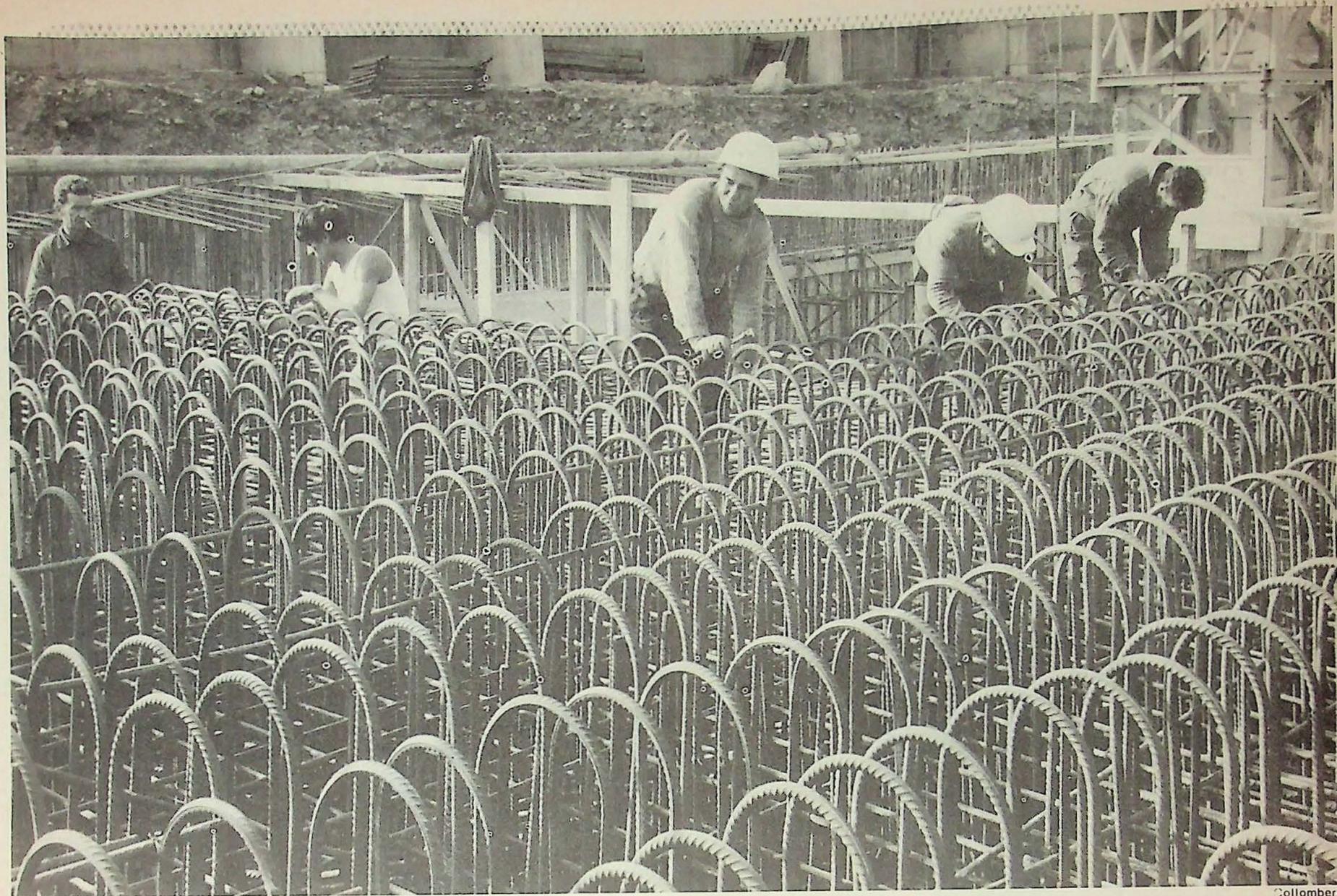
(3) A ce sujet, lire Ernest Mandel : « La réponse socialiste au défi américain ».

précédemment en place.

Mais les impératifs qui conduisent la firme multinationale lui sont propres et il y a là une source permanente d'affrontements avec les Etats capitalistes qui, tant bien que mal, essaient de tempérer la brutalité du jeu économique en matière d'aménagement du territoire, d'orientation des investissements, de politique de l'emploi, etc. L'échec français prouve que les politiques de défense mises en œuvre par les Etats européens ont perdu toute portée au niveau d'internationalisation déjà atteint par le développement des forces productives :

● L'Europe des Six, basée sur la liberté d'établissement et de circulation des capitaux et des marchandises, n'autorise plus en ce domaine de politique autonome de la part des Etats membres : une

	1966	1975
Capitaux effectivement sortis des U.S.A.	3,5	5,2
Capitaux obtenus dans le pays d'implantation	3,5	6,8
Capitaux rapatriés	3	7,5
Capitaux réinvestis sur place	4,6	5,5
Gains totaux	5,6	13
Total des investissements	60	120
Taux de profits net d'impôts	9 %	11 %



Collombert

Luttes ouvrières

Morts à Grenoble

De notre correspondant

Cinq ouvriers du bâtiment viennent de périr sur le chantier du réacteur franco-allemand :

La fatalité, dieu malfaisant de la « nouvelle société », a été invoquée une fois de plus par la classe dirigeante pour fuir ses responsabilités.

L'entreprise **Campeon-Bernard**, chargée du gros-œuvre, doit en principe réaliser une opération de prestige directement utilisable sur le plan publicitaire.

Malheureusement, des dalles de plusieurs tonnes se sont effondrées et ont écrasé cinq travailleurs. L'enquête permettra peut-être de déterminer si l'échafaudage qui s'est effondré était trop faible. Mais il faut être vigilant, car la justice n'aime pas mettre en cause les vrais responsables et discuter des vrais problèmes. On l'a bien vu à propos du procès de Feyzin.

Les travailleurs du bâtiment payent malheureusement de leur vie la course au profit des entre-

prises, la course aux délais, les superprofits des promoteurs. Rappelons que cinq ouvriers sont morts électrocutés dans la ZUP de Grenoble pendant la course aux Jeux Olympiques parce qu'une grue travaillait trop près d'une ligne à haute tension ; qu'il y a de nombreux morts chaque année dans notre région (deux morts par semaine selon le syndicat C.G.T. du bâtiment) victimes du manque de sécurité sur les chantiers.

Les travailleurs du réacteur se sont mis en grève en décembre 1969 pour obtenir de meilleures conditions de travail. Quel que soit le temps, quels que soient les risques encourus, ils doivent travailler. Le profit des entreprises passe avant tout. Les ouvriers ne sont pas seulement au service de l'entreprise : ils y sont enchaînés.

Enchaînés par les salaires de misère : comment vivre avec 3,50 ou 4 francs de l'heure, sinon en effectuant de nombreuses heures supplémentaires. Comment un tra-

vailleur immigré peut-il faire vivre sa famille à l'étranger, sinon en risquant sa santé, sa vie même, dans le travail à travers les heures supplémentaires ?

Pour payer un loyer en rapport avec ses possibilités financières, comment ne pas s'entasser chez des négriers ? De plus, le marché de l'emploi ne permet guère de courir le risque d'être licencié. Ils sont donc enchaînés aux volontés de l'employeur.

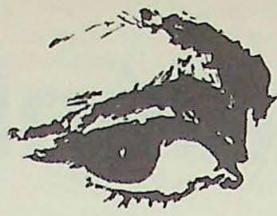
Seule l'action collective des travailleurs peut imposer au patronat des conditions de travail meilleures. Des commissions d'hygiène et de sécurité, comprenant des représentants des travailleurs et de la médecine du travail, doivent être créées et fonctionner. Elles sont indispensables. Mais elles ne sont rien sans la vigilance même des travailleurs qui doivent décider collectivement des conditions dans lesquelles ils acceptent de travailler. Divisés, ils sont enchaînés.

Unis, ils peuvent imposer eux-mêmes leur volonté au patronat.

Mais il ne faut pas se cacher que la lutte est difficile dans la corporation du bâtiment pour deux raisons : la dispersion des chantiers, la dispersion des entreprises sur un même chantier et le fait que de nombreux travailleurs immigrés sont loin d'être fondus dans la classe ouvrière française à cause de leur isolement. Ils sont isolés sur les chantiers en effectuant la plupart du temps les travaux les moins nobles. Ils sont isolés parce qu'ils s'expriment mal en français. Ils sont isolés dans les quartiers pour des raisons diverses.

C'est pourquoi il est indispensable d'informer l'opinion publique en permanence, en dénonçant cet esclavage moderne, conséquence directe du profit maximum.

Les accidents du travail sont des exemples combien atroces des conséquences de l'exploitation de l'homme par le système économique. □



Petite histoire d'un "commando gauchiste"

Gérard Féran

Le mercredi 25 février, en se rendant à leur travail, les habitants du Haut du Lièvre, grand ensemble de la banlieue nancéienne, ont appris avec surprise que la solidarité constituait désormais un délit. Pour avoir participé à la mise en place d'un véritable réseau de transports collectifs à l'aide de voitures particulières, 11 d'entre eux, militants du P.S.U., se sont vu en effet arrêter, interpeller et conduire au poste de police sous les prétextes divers « d'entrave à la circulation », d'« atteinte à l'ordre public », ou, mieux encore, de « racolage ». Le « racolage » en question étant celui de près d'un millier de personnes transportées par quelque 120 voitures. On conçoit que les forces de l'ordre puissent s'émouvoir et que les tentatives individuelles en la matière soient désormais définitivement ridiculisées. Cette gigantesque opération subversive était comme il se doit, et comme M. Martin, sénateur-maire nouvellement élu, l'a rappelé avec lucidité, l'œuvre d'un « commando gauchiste ». Quant au militant gardé à vue plus longtemps, on s'explique encore mal qu'il ait pu cacher une telle noirceur d'âme sous les apparences d'un militant syndical unanimement apprécié de la population du quartier. Grâce à cette action d'éclat, la nouvelle municipalité vient ainsi non seulement de s'attirer l'hostilité d'une bonne partie de la population indignée par une répression injustifiée mais aussi de se couvrir de ridicule par une version des faits qui emprunte beaucoup aux œuvres complètes de M. Marcellin.

On nous pardonnera donc d'utiliser ici d'autres informations que celles de la préfecture de police de Nancy et d'expliquer l'importance politique de la lutte qui s'est menée dans cette ville contre les augmentations de tarif des transports en commun.

Dépasser l'impuissance...

Donc, à Nancy comme un peu partout en France, la population, et au premier chef les travailleurs directement intéressés par l'évolution des transports collectifs, se voyait

imposer chaque année des hausses de prix de 10 % à 12,5 %. Hausses sans aucune amélioration équivalente des conditions de transport et dé-cidées en dehors de tout contrôle de la part des usagers. Dans ces conditions, les protestations individuelles ne cessaient de se développer sans que les habitants aient pour autant les moyens d'y donner une suite efficace. C'est cette impuissance que la section P.S.U. du Haut du Lièvre a permis de dépasser en montrant concrètement à la population qu'il était possible de lutter collectivement et avec succès pour des transports décents. Puisque, apparemment, les seuls arguments qui aient quelque poids aux yeux des compagnies

tiative de nos camarades fut particulièrement bien accueillie puisque un millier de personnes ont participé à l'opération et que, spontanément, une partie d'entre eux s'est jointe aux militants pour assurer le transport des usagers. Cet « auto-stop » impromptu devait également permettre l'amorce d'un débat collectif et politique sur la signification de la campagne. Débat dont l'intérêt en dit long sur le prétendu apolitisme de nos concitoyens.

Des préoccupations quotidiennes à la lutte politique

Car dès lors l'action politique n'est plus cette occupation mystérieuse de quelques initiés. Elle prend au contraire une importance capitale aux yeux des travailleurs qui constatent chaque jour leur impuissance devant les multiples formes d'exploitation dont ils sont les victimes. Elle unifie dans la lutte les préoccupations quotidiennes et le combat sur tous les fronts, qu'il s'agisse du lieu de travail, de l'élection municipale ou d'une campagne nationale sur le droit à la ville. Les militants qui ont mené la lutte sur les transports à Nancy sont aussi ceux que l'on a vus dans les associations de locataires et dans les groupements de parents d'élèves. C'est pourquoi leur campagne politique, lors de l'élection municipale, a pu être comprise par de nombreux travailleurs comme une forme particulière de lutte parmi d'autres et non comme le ballet attristant de quelques leaders politiques en chômage.

Les leçons de la lutte

Si donc nous pouvons aujourd'hui considérer la lutte de Nancy comme une réussite c'est pour trois raisons :

- Elle a permis à la population de comprendre les causes de l'état déplorable des transports urbains. En montrant qu'il n'existait aucun plan d'urbanisme conséquent de la ville, en expliquant le jeu des compagnies privées et les pressions qu'elles pouvaient faire sur la municipalité, les militants du P.S.U. ont « dé-

fatalisé » la situation. Ils ont dévoilé que les hausses de transport n'étaient pas inévitables et qu'elles correspon-daient au refus de mener une politique d'équipements collectifs tant à un niveau local que national.

- Elle a permis de dépasser le stade de l'impuissance en rompant avec l'atomisation des relations sociales qui caractérise les grands ensembles. Toutes les luttes des travailleurs ont commencé par l'apparition de solidarités collectives en rupture avec la division sociale introduite par le capitalisme. S'il est aujourd'hui si difficile de se battre collectivement pour « le droit à la ville » c'est d'abord parce qu'aucun tissu social n'y existe spontanément. De créer, montrer à l'occasion de telle ou telle action qu'il est nécessaire et possible constitue l'un des objectifs politiques les plus importants des militants socialistes dans les sociétés à forte urbanisation. Il ne s'agit pas là, comme on le croit trop souvent, d'un terrain de combat négligeable. La lutte contre le capitalisme exige aujourd'hui que soient révélés les besoins dont il nie l'expression. La volonté de mieux vivre, d'avoir des relations humaines qualitativement riches est, à ce titre, un objectif profondément poli-tique.

- Dernier point enfin : la campagne de boycott des transports à Nancy a nettement mis en évidence que des militants révolutionnaires n'ont rien à voir avec des putschistes, fussent-ils d'extrême gauche. La revendication d'un contrôle populaire sur l'organisation des transports n'est « en soi » ni réformiste, ni révolutionnaire, c'est parce qu'elle est située dans une lutte politique d'ensemble qu'elle trouve toute son efficacité et qu'elle remet profondément en question l'ordre social actuel. Pour convaincre les travailleurs de la nécessité du socialisme, il faut d'abord se battre avec eux. Il faut leur montrer qu'il est possible de vivre autrement et mieux en posant dès maintenant des exigences refoulées par le capitalisme.

Car il ne suffit pas de croire à l'échec du capitalisme pour faire le socialisme. Il faut aussi en avoir envie. □

Réunions

- Le Centre d'études et de documentation sur les problèmes du tiers monde organise un débat sur la Chine, présenté par M. Alain BOUC, vendredi 6 mars, 20 h 30, 81, rue Mademoiselle, Paris 15^e.

- Une Journée du secteur économique aura lieu le samedi 18 avril et le dimanche 19 avril à Lyon (Rhône). Cette rencontre est organisée en commun avec la section d'entreprise du P.S.U.I.P. (de Fiat et de Lancia).

Ordre du jour : contrôle ouvrier et stratégie commune dans l'industrie de l'automobile.

Ecrire à Elie de Pardon. Bâtiment 1 F, 10, avenue de Menival, Lyon 5^e.

- Le stage national de formation Enseignement commencera le dimanche 22 mars à 18 h, s'achèvera le mercredi 25 mars à 18 h et se déroulera autour des thèmes successifs :

Développement capitaliste et enseignement ;

Enseignement et lutte des classes ;

Action politique et action de masse.

Pour tous renseignements et pour inscription, s'adresser à la Commission nationale Enseignement, 81, rue Mademoiselle, Paris 15^e.



D.R.

étaient d'ordre financier, l'organisation d'un boycott des autocars constituait, comme on l'a vu dans des tentatives semblables en France (Herouville) ou en Allemagne (à l'initiative du S.D.S.) la mesure la plus propre à faire céder la C.G.T.E. De fait, l'ini-

La « mafia » du téléphone

Anne-Marie Lefranc



ADNF

Etre ministre des Postes et Télécommunications en France, aujourd'hui, peut sembler un sort peu enviable. Et pourtant M. Robert Galley l'affronte avec optimisme.

Les mirages de la "privatisation"

Ecoulement parfait du trafic en 1973, automatisation totale du réseau en 1975, un million de nouveaux abonnés par an à partir de 1976 : c'est ce qu'il a publiquement promis au début de l'année.

Qu'il parvienne à opérer un tel redressement alors que, actuellement, sur 20 pays étudiés, la France vient au 18^e rang pour la densité téléphonique, les spécialistes en doutent !

Mais il fallait bien que M. Galley ranime la confiance des contribuables : le 16 mars il lancera l'opération clef de sauvetage du téléphone, l'émission d'actions de la Société de financement du téléphone (Finextel). Créée par l'association de cinq banques, celle-ci est destinée à « recueillir une épargne nouvelle en vue de financer des programmes complémentaires d'équipements téléphoniques ».

Car M. Galley a clairement diagnostiqué d'où venait le mal du téléphone français : du manque de crédits ! Et il a immédiatement trouvé le remède (en honneur sous le « nouveau régime » !) : le recours au financement privé !

"Gaspillage" : un milliard par an

Ce faisant, M. Galley est bien dans la ligne qui consiste à faire don au secteur privé de tout ce

qui, dans le secteur public, est source de gros profits. Et, pour certains, le téléphone français est une excellente affaire !

Car, n'en déplaise à M. Galley, le téléphone français ne souffre pas du manque de crédits, mais du mauvais usage qui en est fait. Le ministre, d'ailleurs, ne devrait pas l'ignorer, puisque c'est le rapport de la commission des Finances du Sénat qui démontrait, le 25 novembre dernier, que ce mauvais

Le prix du téléphone dans 18 pays

● Etude de l'American Telephone and Telegraph Cy

Indice de référence : U.S.A. = 100	
— U.S.A.	100
— Suède	106
— Canada	123
— Suisse	153
— Mexique	167
— Danemark	176
— Nouvelle-Zélande	179
— Grande-Bretagne	208
— Italie	225
— Norvège	266
— Pays-Bas	279
— Japon	316
— Australie	341
— Allemagne	394
— Irlande	416
— Belgique	431
— Autriche	457
— FRANCE	700

usage « fait perdre à l'Etat au moins un milliard de francs lourds par an ».

Evidemment, ils ne sont pas perdus pour tout le monde ! Et l'explication de ce « gaspillage » est simple et connue depuis huit ans : l'Etat paie le matériel téléphonique très au-dessus de son prix. Or, dès 1962, M. Marcel Pellenc, rapporteur au Sénat, avait déjà indiqué que l'Etat payait ses équipements téléphoniques le double du prix normal.

Pour évaluer ce « prix normal », on peut s'appuyer sur la comparaison avec les prix pratiqués dans les autres pays européens. Et se demander, par exemple, pourquoi les centraux téléphoniques hollandais coûtent deux fois moins cher que les français.

Du simple au quintuple

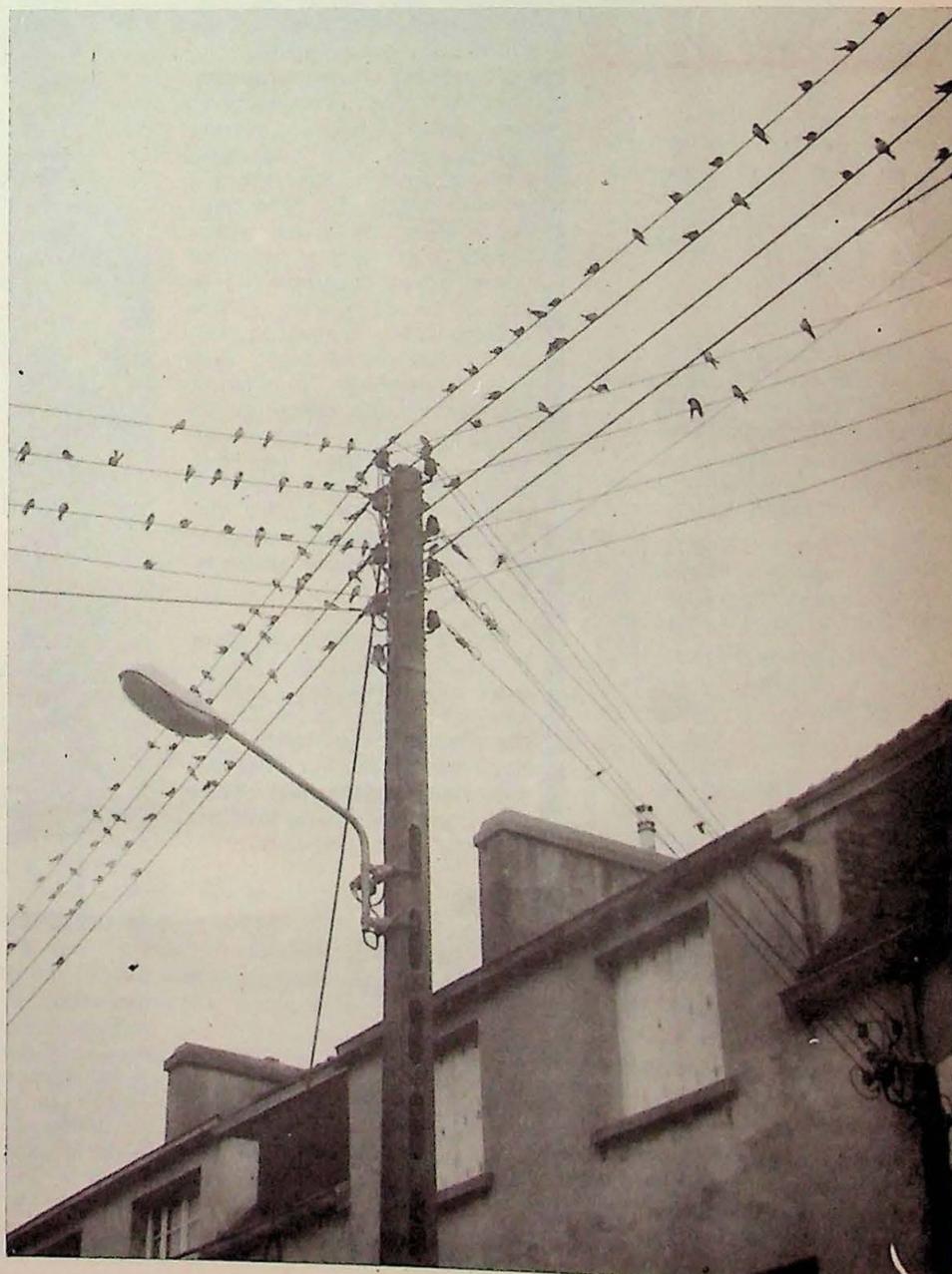
Mais il y a mieux : la comparaison de deux bordereaux correspondant au marché passé, pour le même matériel, par deux services différents des P.T.T. Sur l'un on découvre que les câbles dits « à 56 paires » coûtent 108 F. Et sur l'autre que les mêmes câbles coûtent 597,20 F !

Ici la différence n'est plus du simple au double, mais au quintuple ! Le malheur veut que ce soit le deuxième service, central, qui passe le maximum de marchés.

Car, s'il arrive que certains services commandent quelques câbles à des entreprises honnêtes pratiquant des prix normaux, pour l'essentiel les marchés sont passés à Paris avec quatre grandes entreprises qui se sont entendues pour faire payer les mêmes prix « forts ».

Comment les P.T.T. peuvent-ils

payer leur matériel cinq fois plus cher dans un service que dans un autre ? Là encore, la Cour des comptes a fourni la réponse, dès 1965 : « La Cour a constaté que certains fonctionnaires des P.T.T., occupant parfois un rang élevé dans la hiérarchie » ont perçu, de la part de certains fournisseurs sur lesquels « ils exercent un contrôle technique et financier..., des redevances d'un montant appréciable » au titre de licences de brevets d'invention. En d'autres termes, certains fonctionnaires responsables des marchés des P.T.T. vendent aux industriels auxquels ils achètent du matériel, des brevets d'invention à des prix « appréciables ». En échange, ils achètent le matériel à des prix également « appréciables » ! Et tout le monde y trouve son compte, sauf l'abonné qui paie sa communication six fois plus cher qu'un Suédois et trois fois plus cher qu'un Anglais.

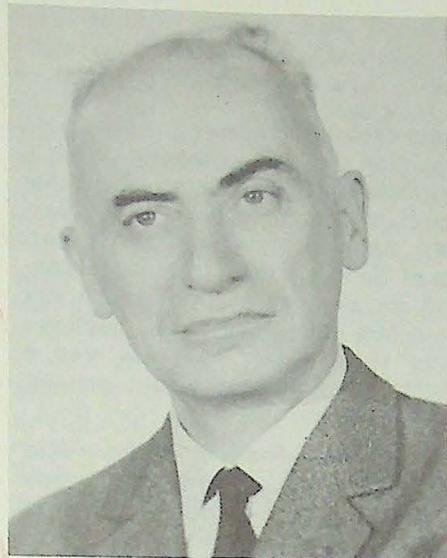


Agip



Et cependant, le ministère est bien informé. Indigné par ses découvertes, M. Pellenc avait écrit au ministre une lettre confidentielle dans laquelle il ne mâchait pas ses mots :

« Cette circonstance permet de se demander si ne se serait pas instaurée ce que le bon public appelle une mafia, c'est-à-dire un



Henry Jannès. D.R.

groupe organisé. Un groupe de ce genre, quand il existe — en américain équipe se dit gang —, se compose généralement de trois sections :

— une section industrielle qui bénéficie de prix excessifs et qui en ristourne une partie à un organisme politique ;

— une section administrative qui établit des rapports de complaisance pour couvrir les prix abusifs et y trouve des avantages de carrière ;

— une section politique qui est bénéficiaire d'une partie des détournements et qui couvre la section administrative. »

On ne saurait mieux détailler les connivences qui existent entre les capitalistes, le gouvernement et ses hauts fonctionnaires. Dès lors rien d'étonnant si le scandale du téléphone — le vrai — a toujours été étouffé dans l'œuf.

Le ministre condamné

Seul un homme s'est rebellé contre cette conspiration du silence, un ingénieur général des P.T.T., M. Henri Jannès. Pour avoir déposé devant la Cour des comptes, il fut accusé de « faux témoignage » et suspendu de ses fonctions. Attaqué par son propre ministre (à l'époque M. Marette), auquel s'était joint M. Pompidou, Henri Jannès fut finalement reconnu innocent et réintégré dans ses fonctions et le ministre fut condamné par le Conseil d'Etat ! La « leçon » ne l'ayant pas découragé, M. Jannès récidiva en juin 1968 : il écrivit à l'adversaire F.G.D.S. de M. Guéna une lettre (qu'il l'autorise à publier), dans laquelle il reprend l'essentiel de ses accusations. M. Guéna porte plainte en diffamation. Après examen du dossier, les magistrats chargés de l'instruction décident de classer l'affaire. Mais M. Jannès a tout de même été mis à la retraite d'office pour « manque de réserve » !

C'est à son obstination que l'on doit de bien connaître les détails du scandale du téléphone. Mais il est permis de penser qu'il en est d'équivalents dans d'autres secteurs publics. S'ils sont inconnus, c'est que là il n'y a pas de fonctionnaire décidé à risquer sa carrière.

L'exemple de M. Jannès n'est guère susceptible de les encourager. Car en dépit de ses démonstrations chiffrées, dont la Cour des comptes, la commission des Finances du Sénat et le Conseil d'Etat ont reconnu la parfaite validité, la « mafia » opère toujours.

Nuage de fumée

Mieux, les « solutions » proposées par M. Galley lui permettront d'éviter désormais les contrôles intempestifs. En effet, entre la « Société de Financement », M. Galley a instauré la « location-vente » : désormais, les fournisseurs se procureront les fonds auprès des banques que l'Etat remboursera par annuité, les recettes du téléphone servant de garantie à l'opération. (M. Jannès fait remarquer que la solution n'est pas nouvelle : elle était pratiquée avant 1924 par la Turquie. L'Etat turc, dont le crédit

était nul, faisait financer ses travaux publics par des banquiers occidentaux auxquels il donnait en garantie les recettes des douanes et des tabacs.)

C'est dire que désormais il sera bien difficile de savoir exactement quel est le prix d'un matériel, dès lors qu'il sera dispersé en annuités compliquées d'agios.

Pour couronner son œuvre de « rénovation », M. Galley a enfin décidé que désormais les P.T.T. ne traiteraient plus avec des fournisseurs distincts, spécialisés chacun dans les différentes catégories de matériel. Ils passeront un marché global, « clefs en mains », à un interlocuteur unique : la banque.

Le système est au point : banquiers, industriels, gouvernants et hauts fonctionnaires se sont organisés au mieux pour faire « bon usage » du milliard de francs dont M. Pellenc dénonçait le gaspillage. La Cour des comptes pourra toujours faire des rapports. Il en faudra bien davantage pour abattre la « mafia ».

Car la « mafia » c'est en fin de compte le produit normal du régime capitaliste. Pour l'abattre, il faudra la révolution. □

La mafia

La Cour des comptes ajoutait : « Des situations aussi équivoques semblent peu compatibles avec les dispositions de l'article 175 du Code pénal. » Article qui précisément interdit, sous peine de six mois à deux ans de prison, toutes relations d'affaires, fussent-elles honnêtes, entre fournisseurs et fonctionnaires. Il prévoit, en outre, « l'incapacité à jamais d'exercer aucune fonction publique ».

La Cour avait en outre parfaitement « localisé » les fonctionnaires en cause : ils se trouvaient au C.N.E.T., organisme chargé du contrôle technique et financier des matériels. Ils y sont toujours et leur directeur, M. Pierre Marzin, a même été nommé, par M. Guéna, au plus haut poste des Télécommunications, celui de directeur général.

Quant au fonctionnaire qui achetait des câbles cinq fois leur prix, il a reçu de l'avancement et contrôle désormais, annuellement, la passation d'environ 3 milliards de marchés.



Collombert

Densité téléphonique

Nombre de postes principaux par 100 habitants :

1. Suède	37,9	11. Pays-Bas	13,7
2. U.S.A.	31	12. Japon	13,3
3. Canada	28,1	13. Grande-Bretagne	12,3
4. Nouvelle-Zélande	27,8	14. Belgique	12,2
5. Suisse	27	15. Autriche	10,5
6. Danemark	22,6	16. Allemagne (Ouest)	10,1
7. Luxembourg	20	17. Italie	9,9
8. Australie	19,3	18. FRANCE	6,9
9. Norvège	16,2	19. Espagne	6,6
10. Finlande	13,7	20. Grèce	6,3

Le pouvoir rend fou

Robert Chapuis

M. Ricœur a reçu des coups. Néanmoins on n'en attendait pas des conséquences aussi rapides... Si nous avons condamné l'agression ignoble dont a été victime le doyen de Nanterre, nous ne saurions tolérer aujourd'hui la transformation du campus en champ de manœuvre pour les forces de la police.

Il aura fallu un doyen de « gauche » pour abandonner lui-même ses droits et remettre directement à la police l'autorité qui lui était jusqu'alors reconnue. La gravité de la situation avec les risques qu'elle comporte, de l'affrontement à la délinquance, pourrait requérir des mesures de précaution sous la responsabilité des autorités universitaires ; elle ne pouvait justifier l'abandon de cette responsabilité

sous prétexte d'attirer l'attention de l'opinion et des pouvoirs publics. En faisant régler la circulation des étudiants par les soins de M. Barbet, maire communiste de Nanterre, et du ministre Marcellin, le conseil de gestion et son doyen ont peut-être cru jouer les habiles ; pour le moment, ce n'est pas à Machiavel qu'ils nous font penser, mais à Ponce-Pilate...

Pour Paul Ricœur, il ne reste plus qu'un moyen de sortir de ses contradictions : cesser d'être le doyen Ricœur.

• On trouvera ci-après deux documents : le tract distribué le lundi 2 mars par les étudiants PSU de Nanterre et une prise de position du Syndicat national des chercheurs scientifiques.



Agip

Une provocation policière

Depuis plus d'un mois, « l'Aurore », « Paris-Jour », etc., font une campagne de presse en règle contre les étudiants de Nanterre. Nettoyer la Faculté, en finir des vandales qui se disent gauchistes, sont les thèmes principaux de cette campagne. L'appel à l'intervention de la police est constant. Enfin la police intervient. Applaudissements de la presse réactionnaire ? « Oh ! non ! dit « l'Aurore », tout cela est bien déplorable ! » Que s'est-il donc passé pour que ceux-là même qui appelaient le gouvernement à la fermeté soient saisis de scepticisme ?

Assailli de diverses plaintes (pour larcins, « voies de fait sur les étudiantes... »), le Conseil de gestion appelle le 25 février les étudiants et les enseignants à lui donner les moyens de mettre fin à « l'insécurité dans la faculté ».

Le jeudi, la presse titre : « Ricœur craint un meurtre ». Et conclut : « Le moment est venu ». Le vendredi, on apprend que le Ministère a voté la veille un décret de banalisation du campus. Cela veut dire : le campus « sans impunité », lieu public au même titre qu'un marché ou une rue de Nanterre. De fait, chacun sait que les franchises universitaires sont mortes depuis longtemps. Mais le gouvernement éprouve tout à coup le

besoin d'un décret pour le proclamer. C'est le début de la remise « en ordre ».

Vendredi vient. Jusqu'à 16 h 30, la faculté est calme. Les gauchistes ne bronchent pas. Pour les chasser, il faut aller les chercher. Les forces de police n'hésitent plus et pénètrent massivement sur le campus, plastronnent ostensiblement sous les fenêtres des bâtiments. La démonstration atteint rapidement son but, l'indignation des étudiants et leurs protestations. Les heurts se produisent, la police intervient sans fard, pénètre dans les locaux universitaires, matraque à qui mieux mieux : un membre du personnel administratif en droit et des étudiants sortant de cours. En lettres, on doit à l'intervention des enseignants la fin de la poursuite des étudiants dans les locaux universitaires. L'indignation est unanime. Comment en est-on arrivé là ?

La mise au pas de l'Université

Depuis la rentrée 69, le pouvoir développe une attaque en règle contre l'Université. La « participation » avec toutes ses illusions réformistes, a précédé les mesures directes du gouvernement contre le milieu. C'est que le gouvernement en avait besoin comme cau-

tion de sa politique actuelle à l'Université. Du décret Guichard sur les études en médecine, maintenant un système de sélection féroce, au décret sur les langues qui en finit de la « fonction culturelle » en matière d'enseignement des langues étrangères, en passant par les décrets sur l'enseignement de la sociologie, sur la licence de philosophie à Vincennes qui ont une valeur directe de désaveu politique d'un certain type d'enseignement, une offensive en règle est développée par le gouvernement.

L'objectif du gouvernement est double : à travers la rentabilisation capitaliste de l'Université (soumettre les facultés au critère de la rentabilité et du profit) il s'agit de construire une Université nouvelle, directement liée au patronat, financée par celui-ci et par les usagers, et d'où sera banni tout enseignement inutile (à l'immédiate production économique).

Pour cela il faut étouffer tout ce qui peut exister de contestataire et de révolutionnaire dans les facultés. A terme, il faut en finir avec toute forme d'agitation révolutionnaire. La participation n'a pas réussi à défaire la mobilisation étudiante, même si elle a condamné le mouvement étudiant à l'impuissance.

Pour le gouvernement, la reprise en main des facultés devait se faire en deux temps. Le premier : l'utilisation des forces réformistes.

Il s'agissait d'accréditer l'idée d'une administration neutre, voire d'une administration-expression de la volonté des étudiants. Y compris au prix de lourdes concessions politiques faites aux forces réformistes. Ces concessions, le gouvernement n'a pas hésité à les faire. Le P.C.F. a essayé d'en bénéficier au mieux.

Sur le fond la riposte étudiante fut juste : avec le refus de la participation. Mais en s'attaquant principalement aux forces réformistes, et notamment au P.C.F., le mouvement étudiant s'est laissé enfermer dans le champ clos de l'Université, s'empêchant de jouer un rôle national de désaveu de la politique gouvernementale et s'épuisant dans une lutte que le milieu étudiant ne comprit pas.

Cette situation, le gouvernement la croit favorable au deuxième temps de la reprise en mains : utiliser les forces réformistes pour une politique de répression ouverte, en finir avec les gauchistes et ne pas hésiter à balayer dans

la foulée les réformistes qui se sont épuisés et discrédités dans la lutte anti-gauchiste, et notamment le P.C.F. qui reste un adversaire pour la bourgeoisie.

A Nanterre, le gouvernement a cru que ce moment était venu. Vendredi, il a proclamé nettement ses intentions, et exprimé ce qu'il entendait par participation. Robert Poujade n'invoquait Ricœur « grand esprit de notre temps » que pour mieux l'associer à une politique de répression. La participation n'est pour le gouvernement que le masque de la répression. Mais du même coup, le gouvernement déchire les illusions réformistes qu'il avait essayé d'entretenir et cela non pas sans succès. Les gauchistes parlaient de la politique de la carotte et du bâton. C'était trop dire : la carotte est de plomb. Ce que le gouvernement vient de proclamer, c'est que l'enseignement n'est pas neutre, ni l'administration. Le gouvernement a fait de l'appel de Ricœur, du 25 février, un appel à la répression policière et sa caution. Il ne reste à Ricœur qu'à se faire, après ses prédécesseurs, agent de police, ou de démissionner. Sa démission : c'est un revers de la politique gouvernementale ; c'est le début de

l'aveu par les forces participationnistes des illusions des réformistes.

Une seule riposte de masse

Le premier signe c'est l'éclatement total du Conseil de gestion pourtant si prompt à toujours appliquer les directives gouvernementales : si l'U.E.C. (Unef Renouveau) reste en place, le MARC (Mouvement d'Action et de Recherche Critique), proche du parti socialiste, a démissionné.

Lundi, pour poursuivre ses plans, le gouvernement a eu recours à ses alliés habituels : les fascistes... Une cinquantaine de nervis d'« Ordre Nouveau » occupaient en effet, à midi, armés et casqués, le hall de la Faculté de Droit pour — soi-disant — protéger un examen partiel... Ils durent s'enfuir promptement, expulsés par la masse des étudiants, et trouvèrent refuge — pour bombarder de pierres les étudiants — dans les rangs des forces de police... Cette collusion évidente flics-fascistes — il était particulièrement « réjouissant » de voir les fascistes discutant avec les C.R.S., venir ramasser les pierres à leurs pieds pour les lancer sur les étudiants — prouva si besoin était, quels étaient

les objectifs poursuivis par le gouvernement.

L'après-midi, même scénario que vendredi — provocation, matraquages — avec, en plus, des grenades lacrymogènes lancées dans le hall de la Faculté.

Que proposons-nous ?

Nous refusons la politique spontanéiste qui vise à rejeter les forces réformistes dans les bras de la réaction au moment même où celles-ci peuvent s'en détacher. Les tracts tirés par la totalité des groupes maoïstes accusant Ricœur d'être un flic et le principal responsable de la répression sont infantiles. Ils mènent le mouvement étudiant à sa plus sûre défaite. Il n'y aura pas de victoire militaire sur le gouvernement. Assez de délire et d'impuissance ! Nous invitons tous les maoïstes qui se réclament de la Révolution Vietnamiennne à réfléchir à la façon dont les communistes vietnamiens ont su détacher les forces réformistes et les associer à la lutte révolutionnaire dans le F.N.L. Encore une fois, camarades, on ne traite pas les forces réformistes comme des forces réactionnaires. On cherche à les détacher du pouvoir, on saisit l'occasion de les opposer à ce pouvoir. □

L'autodéfense est justifiée

Un certain nombre de syndicats ont condamné des incidents survenus en particulier à Nanterre (attaques de militants cégétistes et communistes par des membres de la gauche prolétarienne), et à Grenoble (attaques d'un meeting de l'U.N.E.F. par des membres de la même organisation) en les imputant à des provocateurs fascistes (déclaration de certains syndicats de la Faculté de Nanterre) et en demandant « la dissolution des bandes armées » (déclaration du Bureau du S.N.E.-Sup).

Le B.N. du S.N.C.S. tient, à cette occasion, à rappeler la résolution adoptée à la C.A. du 26 avril 1969 :

1° La C.A. du S.N.C.S. condamne tout usage de la force physique, tout usage de pressions de tous ordres contre la liberté d'expression, toute dénonciation nominale appelant à la répression ou appui sur des forces ennemies au mouvement ouvrier dans les discussions entre les militants se réclamant des idéologies du mouvement ouvrier ; ces pratiques conduisent la bourgeoisie, sous couvert d'arbitrage, à renforcer sa répression ;

2° condamne tout amalgame entre tel ou tel groupe et l'ensemble des formations dites « gauchis-

tes », ce qui ne pourrait que jeter la confusion chez les militants ouvriers et dans la population.

Devant les répressions qui se développent à tous les niveaux dans l'Éducation nationale :

— contre les Assistants des Facultés de Droit,

— contre les professeurs du secondaire (affaire Courtade, par exemple),

— contre les lycéens,

Dans l'armée :

— procès de Rennes condamnant les soldats Hervé, Trouilleux et Devaux,

— contre les vendeurs de journaux révolutionnaires,

— dans les entreprises, etc.,

les actions individuelles ou se voulant exemplaires se développent d'autant plus que les organisations de masse (syndicats ou partis) ne se sont pas montrées jusqu'à maintenant capables d'organiser des ripostes rapides et efficaces.

Devant la montée des forces d'extrême droite dans les universités (Nanterre, Assas, par exemple) nous ne pouvons nous en remettre à l'arbitrage de la police et du gouvernement pour empêcher le retour à une situation semblable à celle qui existait dans les universités avant mai 1968, où les

forces d'extrême droite étaient puissantes.

C'est pourquoi demander purement et simplement « la dissolution des bandes armées » sans faire de distinctions fondées sur des considérations politiques ne peut ser-



vir en fait qu'à priver les militants révolutionnaires de toute défense devant la collusion qui a toujours existé entre l'extrême droite et les forces de l'ordre.

En outre faire appel à l'appareil répressif de l'État vis-à-vis d'un

mouvement révolutionnaire constitue une collusion objective avec les forces de répression. Ce fait constitue un précédent que le pouvoir pourrait très bien exploiter.

Le S.N.C.S. considère que l'autodéfense qui doit être associée

aux ripostes de masse contre les bandes fascistes armées est parfaitement justifiée. Il considère aussi qu'il ne convient pas de confondre les bandes fascistes avec les groupements et les partis appartenant à l'extrême gauche. □

Raison et déraison en Palestine

Jean-Marie Vincent

Tribune Socialiste est en butte depuis plusieurs mois à des attaques virulentes pour ses prises de position sur le Moyen-Orient. Les dernières en date sont à notre connaissance celles qui sont parues récemment dans les « Cahiers Bernard Lazare ». Nous les reproduisons intégralement ci-après afin que nos lecteurs puissent se faire une opinion et juger de leur manque de sérieux.

Nous serions les complices, inconscients ou non, de la pire réaction arabe et même, pourquoi pas, des féodaux d'Arabie Saoudite ou de Bahreïn. Le reproche est curieux venant d'un courant politique (le MAPAM) qui, à notre connais-

versent des subsides. Mais depuis quand peut-on assimiler totalement un mouvement à l'un de ses bailleurs de fonds ? A ce compte-là le MAPAM qui bénéficie depuis des années de fonds américains par l'intermédiaire de l'agence juive devrait être considéré comme le bras prolongé de l'administration américaine, ce que pour notre part nous nous refusons de faire.

Mais venons-en aux problèmes de fond. Les « Cahiers Bernard Lazare » et le MAPAM se font les défenseurs inconditionnels d'un Etat, l'Etat d'Israël, au nom de la défense d'une nation, la nation israélienne, qui aurait vocation à rassembler tous les juifs persécu-

et dans les territoires occupés une minorité palestinienne arabe. Le fait qu'à plus ou moins long terme (vingt ou trente ans selon certains) la présence d'une nation israélienne sur le sol de la Palestine puisse être mise en question ne change rien à l'affaire, d'autant qu'aujourd'hui c'est Israël qui dispose des meilleures forces armées et à l'initiative sur le plan militaire, d'autant que c'est la politique actuelle d'oppression qui crée les dangers les plus graves pour la nation israélienne.

Les mises en demeure du MAPAM ne nous empêcheront pas de penser que notre devoir d'internationalistes est de lutter à la fois



A.F.P.

sance, ne s'est jamais séparé de toute une série de gouvernements israéliens pourtant expressément favorables au maintien de régimes ultra-réactionnaires au Moyen-Orient. Hussein de Jordanie doit pour une très large part sa survie aux dirigeants de Tel-Aviv ou de Jérusalem, comme le savent tous les commentateurs internationaux.

Ajoutons que nous n'ignorons évidemment pas que les fonds que recueillent les organisations palestiniennes ne viennent pas tous des collectes auprès des masses populaires et que plusieurs Etats arabes

tés du monde. Pour eux, il s'agit purement et simplement de la défense d'une nationalité opprimée à l'échelle planétaire. Le malheur est que l'on voit mal comment on peut assimiler la situation des Israéliens à la situation des minorités juives opprimées dans les pays de l'Est par exemple, malgré les liens sentimentaux, culturels et politiques indéniables qui existent entre Israéliens et juifs. Le malheur est que la nation israélienne au Moyen-Orient n'est pas une minorité opprimée, mais au contraire une nation dominante qui opprime en Israël même,

contre l'antisémitisme et pour les droits nationaux du peuple palestinien arabe, contre le racisme d'où qu'il provienne et pour la cohabitation de deux communautés nationales sur le même sol palestinien. C'est dans cet esprit que nous mettons en question les structures actuelles, particulièrement aberrantes de l'Etat d'Israël ; la loi du retour qui fait des Palestiniens des étrangers dans leur propre pays, le maintien de lois et de règlements créés par l'occupant britannique, la confusion entre la religion et le droit (qu'il soit public ou civil), etc.

Cela veut-il dire que la nation israélienne doit être rayée de la carte ? Certainement pas. Cela veut dire que l'Etat qui existe aujourd'hui en tant qu'Etat israélien exclusif devra devenir l'Etat de deux communautés nationales sous des formes qu'elles auront elles-mêmes à déterminer.

Une telle conception heurte, bien sûr, l'immense majorité des Israéliens (classe ouvrière comprise), dans leur attachement aux institutions actuelles de leur Etat où ils voient une garantie de sécurité. Mais les garanties de type militaire et étatique ont-elles jamais été absolues, sûres à la longue quand font défaut les garanties politiques réelles. Le refus obstiné de reconnaître le droit à l'autodétermination du peuple palestinien peut-il mener

par on ne sait quel miracle à la réconciliation entre les deux communautés ? De toute évidence, non.

Il est vrai, de nombreux Israéliens de gauche reconnaissent dans l'abstrait la validité de ce raisonnement, mais ils refusent d'en tirer les conclusions politiques nécessaires en raison du fossé qui s'est creusé entre les masses populaires des deux communautés. Ils sont effrayés par l'antisémitisme qui s'est développé chez les Arabes du Moyen-Orient, ils sont choqués par les formes que prend la lutte des Palestiniens (terrorisme aérien par exemple) ; ils ont l'impression de trouver en face d'eux l'opposition absolue, toutes classes réunies, des Arabes qui les entourent. Mais se sont-ils jamais préoccupés eux-mêmes de voir le visage qu'ils offraient aux gens d'en face ;

se sont-ils inquiétés de l'effet que pouvait avoir leur alliance avec les Beghin ou les Weizmann (le général) ? Force est bien de constater qu'à la progression politique de la résistance palestinienne, au moins à travers ses éléments les plus avancés dans Al Fatah et le F.P.D.L.P. (l'organisation marxiste de Nayef Hawatmeh), la majorité de la gauche socialiste israélienne a répondu par des fins de non-recevoir ou des acrobaties verbales. Ce n'est évidemment pas de cette façon que le cercle vicieux dans lequel les classes exploitées palestinienne et israélienne sont enfermées sera brisé.

Et si le Bureau national et la Direction politique nationale de notre parti ont rompu les relations avec le MAPAM, ce n'est pas pour affirmer que cette organisation est

une seule masse réactionnaire vouée définitivement à la soumission au capitalisme israélien, mais bien dans la conviction qu'il n'était plus possible d'admettre que les affrontements nationaux au Moyen-Orient soient examinés et soupesés dans l'équivoque en faisant abstraction de la lutte des classes. Pour combattre efficacement les semi-féodaux et les classes dirigeantes bourgeoises du monde arabe, pour favoriser l'éclosion d'un véritable mouvement socialiste dans cette partie du monde en brisant les barrières de l'obscurantisme, il faut dénoncer et combattre aussi la bourgeoisie israélienne, ses Dayan et ses Golda Meïr. Le MAPAM a fait le choix de pactiser avec eux.

Pas nous. □

Les Cahiers Bernard Lazare écrivent

Que veut "TRIBUNE"

Tricher en politique est aussi grave sinon plus qu'en tout autre domaine. Spécialiste des attaques contre Israël, Henry Rosengart est revenu à la charge dans « Tribune Socialiste » (n° 435), où il se retrouve aux côtés d'un nommé Henry (!) Beley.

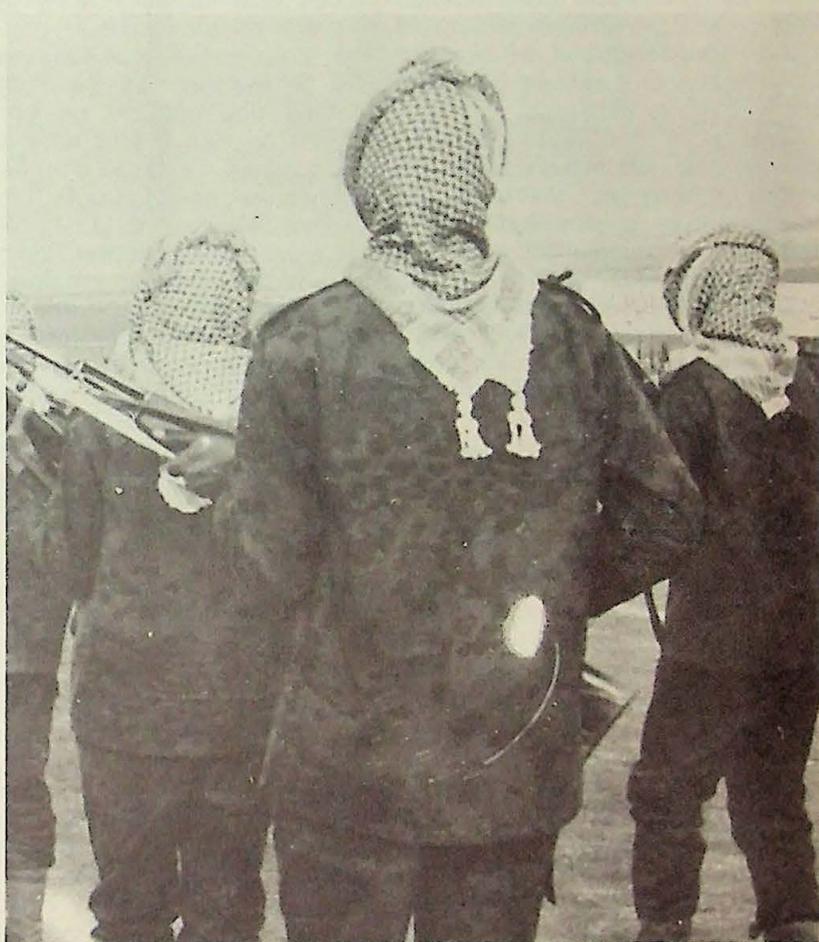
Ils se sont répartis la tâche : Rosengart attaque les organisations sionistes « libérales » (les guillemets sont de lui) qui condamnent la violence ; l'autre apporte sa collection de citations pour fustiger Israël.

Le premier, Henry, bondit parce qu'on l'accuse d'encourager l'antisémitisme (c'est hélas le travail auquel il se livre depuis un certain temps). Le second va puiser ses références dans les usines de pro-

pagande où l'on fabrique sur mesure des « déclarations » sionistes.

Bien entendu, on use de l'amalgame. Pour ce qui est des extraits authentiques, on les découpe de façon à leur faire dire le contraire de ce qu'ils voulaient dire. Si ce n'était de l'ignorance, ce serait tout simplement malhonnête. Le nommé Henry Beley pourrait-il nous indiquer ses sources ?

Nous laissons Henry Rosengart avec ses collègues de « Témoignage Chrétien » ranimer les légendes éculées puisées dans les Encyclopédies de l'antisémitisme (on peut être Juif et servir de caution aux nostalgiques de l'Inquisition). Quant à l'autre, Henry (s'il en est !), on le renverra à ses études, car on ne discute pas avec quelqu'un qui se sert de documents faussés.



A.F.P.

Curieusement, ces attaques contre le Mapam rejoignent celles diffusées par les adeptes du Gahal

en France. Le ton est le même et l'argumentation n'est pas même digne d'un primaire. □

MAPAM - P.S.U.

La rupture avec le Mapam décidée par le P.S.U. n'a déjà fait couler que trop d'encre. La presse en a fait suffisamment état et nous n'entrerons pas ici dans les détails d'une affaire qui éclaire singulièrement les incohérences qui ont déjà fait tant de mal à la gauche française.

Pour certains, il s'agissait d'isoler le Mapam. En fait, on se demande si le résultat ne sera pas l'inverse. Quand le P.S.U. réalisera avec quelles forces, dans le monde et plus particulièrement dans les pays arabes, il s'est associé, il comprendra quel faux pas il a accompli.

Pour l'instant, on en est à donner (dans la « Tribune Socialiste ») une caution socialiste aux appels à la « guerre sainte » et à faire de l'anti-sionisme (ici aussi on se retrouve en singulière compagnie) un concept « révolutionnaire ».

Le plus intéressant, c'est le débat qui se poursuit au sein du P.S.U. Car nombreux sont les militants qui ne comprennent pas la rupture avec le Mapam et le soutien accordé aux « révolutionnaires palestiniens » dont l'action (et les options) dépend, pour une bonne part, de leurs bailleurs de fonds, les pétroliers du Koweït et les esclavagistes d'Arabie Séoudite. □

La crise de l'économie soviétique

G. Bedrossian

Lors de la réunion du Comité central du P.C. de l'U.R.S.S. en décembre, L. Brejnev présenta un rapport concernant la situation économique de l'Union soviétique.

Bien que non publié, ce rapport fut longuement commenté dans ses thèmes et discuté, tant dans la presse que dans les cellules du parti.

A en juger d'après les commentaires de la presse soviétique, L. Brejnev accuse principalement la gestion économique et en dénonce les graves insuffisances qui existent à tous les échelons.

C'est ainsi que la planification soviétique en est arrivée à une situation totalement aberrante (la production et la distribution des biens de consommation en crise, la catastrophique répartition des matières premières, les statistiques et les bilans de production totalement faussés). On signale aussi que les rapports concernant les normes de production de certaines usines sont faussés, que certaines demandes de matières premières ne correspondent à rien. En un mot, L. Brejnev dénonce la pagaille qui règne dans l'économie soviétique et dans les organismes planificateurs de cette économie.

L'agriculture soviétique apparaît-elle aussi comme malade ? En effet, les normes de production du blé et d'autres céréales sont en régression par rapport aux autres années. Pour le cheptel de même.

Ainsi qu'il en ressort du rapport de L. Brejnev, ce ne sont pas tous les travailleurs qui sont incriminés, mais les gestionnaires eux-mêmes, c'est ainsi dire que la bureaucratie est accusée d'incurie.

Mais la volonté d'expliquer une situation par une incurie que l'on qualifie de momentanée n'est pas sérieuse. En effet, L. Brejnev ne veut pas sanctionner un système qui en lui-même est à l'origine de cette situation, mais simplement pense limoger quelques hauts fonctionnaires.

Or, le système en lui-même est malade, cette maladie n'est pas nouvelle, nous devons en chercher les origines, d'une part dans des pratiques qui remontent à Staline, d'autre part dans les disparités existant entre les divers territoires de l'Union soviétique.

En U.R.S.S., nous assistons actuellement à une lutte entre les bureaucrates et les cadres issus des grandes écoles. C'est-à-dire qu'il existe un véritable gâchis des compétences : cela veut dire que les « résidus bureaucratiques » de l'époque stalinienne sont beaucoup plus importants qu'on

ne le pense et aussi que ces « résidus » étant le plus ferme appui d'un gouvernement bureaucratique et antirévolutionnaire (disciple du dogme stalinien du socialisme dans un seul pays et de la politique des blocs) il ne peut être question pour celui-ci de permettre aux intellectuels et aux cadres nouvellement diplômés qui refusent les compromissions (voir le film : « La chute des feuilles » qui évoque ce problème) d'accéder à la direction des entreprises.

C'est ainsi que nous assistons à l'utilisation massive d'ingénieurs dans des emplois ne correspondant en rien à leur spécialisation. De même, de l'aveu d'un haut fonctionnaire soviétique (« Literaturnaya Gazeta » du 12-11-69) : « Je ne peux pas accepter l'opinion suivant laquelle les emplois d'ingénieurs occupés par des travailleurs sans diplômes ne sont pas très nombreux. Chez nous, par exemple, dans l'industrie azerbaïdjanaise du pétrole, plus de la moitié des postes d'ingénieurs sont occupés par des non-diplômés. Je pense qu'ailleurs cela ne va pas mieux, ou pas beaucoup mieux. »

Or, cette situation est généralisée à tout le territoire soviétique. Ce malaise qui règne dans l'économie existe dans de nombreux autres domaines, les lettres, par exemple : la jeune génération lutte contre le conformisme, l'esprit bureaucratique et surtout le manque d'imagination des administrateurs qui, ayant enlevé Staline du Panthéon soviétique, n'ont pas su ou pu remplacer la gestion stalinienne par une gestion relativement socialiste. C'est ainsi que les orientations prises au printemps 68, conséquences des transformations en cours en Tchécoslovaquie, n'ont fait qu'activer l'état de décomposition d'une économie qui, chaque jour, perd de ses forces.

Le refus d'accepter une planification tenant compte des réalités économiques de l'U.R.S.S. d'une part, le conflit des nationalités opposant les diverses républiques du fait de la répartition du budget, d'autre part, ont abouti à cette situation.

Les disparités économiques existent, la partie industrialisée de l'U.R.S.S. est obligée de subvenir aux besoins des immenses territoires de l'Est ainsi qu'à ceux de l'armée. Certains économistes soviétiques sont conscients du fait que, tôt ou tard, si l'Asie soviétique n'est pas industrialisée au plus tôt, il devra y avoir séparation en deux de l'U.R.S.S., car cette partie asiatique de l'U.R.S.S. présente un facteur important dans le

retard pris dans le développement de l'économie soviétique.

L'accroissement des contradictions internes de l'économie soviétique en état de crise depuis la période de la Révolution et qui, depuis la chute de Khrouchtchev semblait superficiellement ne plus poser de problème majeur aux dirigeants soviétiques, oblige ceux-ci

à accentuer un système bureaucratique qui se révèle, en fait, de plus en plus lourd à manier. En effet, la « Pravda » déclare que dans cette crise « le style léniniste et les méthodes de travail établies dans le parti se trouvent justifiées mais que la tâche consiste à améliorer un style de travail qui a momentanément failli... » □

LIBRAIRIE « TRIBUNE SOCIALISTE »

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 à 13 h.

EDITIONS DU SEUIL

- HISTOIRE DES DEMOCRATIES POPULAIRES, François Fejto
Deux volumes Tome I 30,00
Tome II 36,00
- POUR LA LIBERATION DU BRESIL, Carlos Marighela 12,00
- LE CONGRES CLANDESTIN 25,00
- LA FILIERE, Periclès Koravessis 12,00

EDITIONS OUVRIERES

- INITIATION A LA VIE DES ENTREPRISES, L. Scherrer 22,00
- VILLES ET CITOYENS, L. Chenot et R. Beaunez 16,00
- LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ENJEU DE LA LUTTE SOCIALE, J.-L. Bodiguel 26,00
- LES MECANISMES DU SOUS-DEVELOPPEMENT 21,30

EDITIONS SOCIALES

- MATERIALISME HISTORIQUE ET HISTOIRE DES CIVILISATIONS, A. Pelletier et J.-J. Goblot 10,00
- CRITIQUE DES PROGRAMMES DE GOTHA ET D'ERFURT, Marx, Engels 3,50

E.D.I.

- PANNEKOEK ET LES CONSEILS OUVRIERS, S. Bricianer 19,20
- LA CONCEPTION MATERIALISTE DE LA QUESTION JUIVE, A. Léon 16,20
- VERS DE NOUVELLES LUTTES OUVRIERES, R. Chevallier 4,00



**LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE**
54, boulevard Garibaldi
Paris-15° C.C.P. 58 26 65

Le 14^e anniversaire de l'indépendance marocaine

U.N.F.P. — Section des Etudiants de Paris

Le 2 mars 1970 marque une date importante pour le peuple marocain et tous les peuples en lutte contre les forces de domination colonialiste et impérialiste : le 14^e anniversaire de l'indépendance. L'ironie du sort a voulu que les principaux artisans de la Résistance soient jetés dans les prisons, en exil forcé ou liquidés. Il est à souligner que si le 4^e anniversaire de l'assassinat de Ben Barka fut marqué par la reprise des « relations traditionnelles » entre le Maroc et la France, ce 4^e anniversaire de l'indépendance coïncide avec l'« offrande », par Franco à Hassan II, des deux militants de l'Union nationale des forces populaires (1) : Mohamed Ajar (ancien chef de l'armée de Libération du Nord, membre du

petit groupe qui fonda dans la clandestinité, en 1954, la centrale syndicale de l'Union marocaine du travail, condamné à mort à cette époque par les autorités coloniales, il est à nouveau condamné à mort en 1963 par un tribunal marocain lorsque le pouvoir royal poursuit pour « complot » un certain nombre de responsables de l'U.N.F.P.) et Ahmed Ben Jelloun (ancien membre du Comité administratif de l'Union nationale des étudiants du Maroc, et ancien étudiant à Paris).

Ainsi, le lever du rideau de la décennie 70 s'effectue sous les meilleurs auspices pour les trois « patriarches » de la Méditerranée occidentale. Ayant gagné l'assistance du franquisme et du néo-colonialisme français, la féodalité marocaine,

sûre de ses arrière-gardes, poursuit implacablement l'exécution de sa stratégie répressive dirigée contre le mouvement progressiste marocain.

Une telle stratégie est commandée par une double catégorie de motivations.

Une catégorie de motivations d'ordre spécifiquement interne

Par sa composition sociale et par son système d'alliance, le régime marocain est un régime à option féodale. Grâce à l'aide technique efficace de la C.I.A. qui compte près de 2 000 agents au Maroc, sa politique policière, élaborée selon les normes les plus modernes, vise fondamentalement la liquidation des continuateurs authentiques du Mouvement de libération national. Pour ce faire, une série d'orchestrations de prétendus « complots » a pu être montée contre l'U.N.F.P. depuis 1962. (Complot juillet 1963 ; octobre 1965 : l'assassinat de Ben Barka.)

Le mûrissement de la fascisation du régime prit une nouvelle dimension à partir d'octobre 1969, date à laquelle le ministre de l'Intérieur, Oufkir, commentant les dernières élections communales et municipales, chanta la victoire des « neutres » en enterrant le principe d'appartenance à toute formation politique, même pro-gouvernementale. La série d'événements qui suivit confirma largement cette tendance : enlèvement de dix-neuf militants en décembre 1969, dont Habib El Forkani, membre du Comité central de l'U.N.F.P., et Taoufik Idrissi, président de l'Association des jeunes avocats du Maroc ; l'interpellation de quatre cents « suspects » U.N.F.P. au cours d'une rafle à Casablanca ; l'extradition, en février 1970, de Ajar et Ben Jelloun sur la demande du pouvoir royal.

Il est grandement significatif que même la grande bourgeoisie nationale qui s'est longtemps identifiée au régime en étant l'un de ses principaux supports s'est vue condamnée en tant que telle et faire l'objet de plusieurs mesures d'intimidation (saisie occasionnelle de sa presse, interpellation de quelques-uns de ses dirigeants...).

Ce phénomène évolutif est d'une grande importance car il dénote le rétrécissement de la base sociale du régime et, par conséquent, de son isolement de plus en plus grand. Dans de telles conditions, seule l'armée peut jouer le rôle de garant et de défenseur de l'or-

dre féodal établi, d'autant plus que son état-major est constitué principalement par d'anciens officiers qui se sont illustrés dans les grandes guerres coloniales françaises, et des représentants des grandes familles à base ethnique et dont les tribus ont toujours été dissidentes à la monarchie marocaine.

Déterminant progressivement la politique générale de l'Etat (exemples : le ministère de l'Agriculture et de la « réforme agraire » est sous tutelle du ministère de l'Intérieur, le fief d'Oufkir ; les établissements de l'enseignement secondaire depuis les dernières grèves se trouvent sous la coupe directe des gouverneurs militaires), l'armée de métier devient partout omniprésente. Aussi, le taux des dépenses répressives atteint 4,5 % de la production intérieure brute, alors que le taux de sous-développement par tête est de 0,5 % — d'après les dernières statistiques des organismes internationaux.

Manipulée par les services secrets américains et français, l'armée réprime la moindre agitation et sévit contre les patriotes et progressistes marocains : plus de mille morts à la suite des événements de mars 1965 dont la moyenne d'âge ne dépasse pas 16 ans ; dix-sept militants exécutés dont deux à la veille du mariage de Hassan II, dix-sept militants disparus de 62 à 65, en plus de la dernière série des enlèvements de décembre 1969, six tués en décembre 1969 lors d'un soulèvement de paysans dans la région de Settât. C'est ainsi que, sans fausse pudeur, le nouvel ambassadeur du Maroc à Paris, M. El Glaoui — dont les origines sont notoires — présentait devant l'Association des journalistes d'outre-mer, dans une conférence de presse, le régime actuel sous un jour « clément » et « paternaliste ».

Une catégorie de motivations d'ordre international

La diplomatie marocaine s'est « illustrée » ces derniers temps par son « dynamisme » : la tenue successive de deux conférences au sommet (islamique en septembre et arabe en novembre 69), à Rabat, montre bien que le régime en place a réussi à briser l'isolement périphérique où il baignait jusqu'à présent.

Cette offensive diplomatique est un volet de la politique poli-

cière appliquée à l'intérieur. Est-ce une pure coïncidence si, le 27 janvier 1970, alors que 6 militants de l'U.N.F.P. furent arrêtés par la police franquiste, le ministre des Affaires étrangères marocain, M. Boutaleb, séjourna à Madrid en voyage « privé » pour une durée de 24 heures ?

La rapidité avec laquelle deux de ces militants (Ajar et Ben Jelloun) furent livrés sans aucune sentence judiciaire aux autorités marocaines avait scandalisé les juristes espagnols, habitués à voir leurs tribunaux accorder au compte-goutte les extraditions. Mais l'application d'une procédure aussi expéditive n'est nullement étrangère au contentieux territorial (le sud du Sahara et les présides de Mellita et de Sebta) et économique (la délimitation des zones de pêche...) qui existe entre Rabat et Madrid. En faisant ce geste de « bonne volonté », le régime franquiste a voulu attirer l'attention du pouvoir royal sur l'importance de l'enjeu et que, par conséquent, le principe de la réciprocité doit jouer pleinement. Ainsi, la visite que doit effectuer au Maroc M. Lopez Bravo en mai prochain s'annonce sous un jour très favorable pour Madrid.

D'autre part, à la suite de l'avènement de la jeune République libyenne et de l'importance grandissante que prend la résistance palestinienne, l'axe Rabat - Paris - Madrid devient une composante de la nouvelle stratégie impérialiste en Méditerranée visant au maintien :

● D'une présence occidentale après la défaite de l'impérialisme traditionnel anglo-saxon.

● Et du « statu quo » maghrébin à l'écart de la flambée révolutionnaire qui secoue le Moyen-Orient.

Dirigée contre les peuples du bassin méditerranéen en général et du peuple marocain en particulier, cette politique tend à la consolidation des assises des oligarchies au pouvoir, sérieusement ébranlée par d'innombrables mouvements de masse. A ce syndicat de gouvernements, il est nécessaire d'opposer un rassemblement des peuples méditerranéens réunissant leurs avant-gardes en lutte. C'est dans ce cas que la dénonciation du contenu répressif et de la portée impérialiste de cette stratégie peut acquérir une dimension réelle. □

(1) Mouvement de gauche au Maroc et dont l'un des leaders fut Ben Barka.

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
34.000 exemplaires

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87
Com. Parit. n° 37.392

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

Pièce grave et légère

Dominique Nores

Opérette, de Gombrowicz, poursuit au T.N.P. une carrière brillante, puisque la série de ses représentations a été prolongée. Je suppose que ce succès est dû en partie à l'ironie du spectacle sur sa forme même. La reconstitution qui leur était proposée d'un genre théâtral « parfaitement idiot », dit Gombrowicz, dans des décors artificiels et pimpants de Max Shoendorff, sur une musique de Karel Trow elle-même inspirée des partitions du genre, a déchainé la verve des trente acteurs qui chantent et dansent sur le plateau de la salle Gémier.

Mais ce n'est évidemment pas par ce seul caractère fringant et ironique que l'œuvre a tenté son metteur en scène, Jacques Rosner. **Opérette** est la dernière pièce que Gombrowicz ait écrite : il la termina en 1967, et meurt moins de deux ans après. On retrouve en elle presque tous les thèmes de *Ferdydurke*, de la *Pornographie* et du *Mariage*, mais sous le brillant de l'étoffe neuve, les thèmes se sont assombris. Gombrowicz regagnant la vieille Europe après des années d'exil volontaire, s'est mis à s'intéresser à l'Histoire. Sur le vieux monde frappé de frivolité ou d'égoïsme vétuste, les révolutions ont bien essayé de se déchaîner, mais sans parvenir à mettre en place quoi que ce soit de valable. D'ailleurs, pour le hobereau Gombrowicz, les révolutions sentent la veletaille. Quant aux jeunes forces, celles des « chapardeurs », à qui Rosner donne sur le plateau les visages des révolutionnaires de Mai, Gombrowicz n'en attend rien. S'il aime profondément la jeunesse, c'est pour son inachèvement. Comme les étudiants de Nanterre, Albertinette peut « lancer une expérience en rupture complète avec la société » en décidant de vivre nue ; elle ne suscitera au bout du compte qu'un final d'opérette.

Pour Gombrowicz c'est bien ainsi. La jeunesse, si elle décidait de poursuivre une action sérieuse qui l'ôte à sa charmante inutilité, à sa touchante « verdure », entrerait dans une « forme ». Elle deviendrait semblable à ces adultes, à qui les guignols de l'opérette renvoient. Leur masque s'est durci sur eux. Ainsi ne sont-ils plus que des fonctions, une enveloppe sociale, dans laquelle l'individu a cessé de vivre.

Cette hantise de la « forme » qui guette, nul doute qu'elle ait tenu Gombrowicz jusqu'à sa fin. C'est elle qui clôt les En-

tretiens avec Gombrowicz conduits par Dominique de Roux et parus en 1968 (1) : « Mes attentats contre la forme, où m'ont-ils mené ? A la forme, justement. Je l'ai tant et tant brisée qu'à force je suis devenu cet écrivain dont la forme est le sujet. Et aujourd'hui,

J'ai mijoté diverses ruses... ». Pièce grave autant que légère, Jacques Rosner a lu **Opérette** sans attitude préconçue, il l'a montée avec une rigoureuse précision et en même temps la légèreté que demandait le mode d'expression choisi par l'auteur. Voilà une mise



PH. C.

moi, individu vivant, me voilà serviteur de ce Gombrowicz officiel que j'ai fabriqué de mes mains... Ma révolte d'antan va-t-elle renaître dans l'imagination de quelque autre, jeune et conquérante ? Je ne sais pas. Mais moi, arriverai-je encore une fois à me révolter contre lui, contre ce Gombrowicz ?...

en scène qui confirme en Jacques Rosner un metteur en scène qui a su dégager son originalité par rapport à celui — Roger Planchon — dont il a été et reste le collaborateur le plus précieux. □

(1) Editions Pierre Belfond.

Le Centre de propagande Anti-Tabac cherche 500 grands fumeurs qui voudraient cesser de fumer

Durant les deux semaines qui suivent, le Centre de Propagande Anti-Tabac offre à tous les fumeurs d'essayer la dragée qui fait passer l'envie de fumer. Cette expérience vous coûtera juste 30 centimes. Il vous suffit, en effet, d'envoyer (avant deux semaines) une enveloppe au Centre de Propagande Anti-Tabac. Voici l'adresse : (serv. 683 B), 37, boulevard de Strasbourg, Paris. Et vous découvrirez avec stupeur qu'aujourd'hui il est possible de s'arrêter de fumer sans danger, et surtout sans faire appel à sa volonté : l'envie de fumer passe d'elle-même après quelques jours seulement de traitement. Et après, quel soulagement !

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

LE PETIT GARÇON

V.O.

Un opéra voltairien

Bernard Sizaïre

Trois spectacles récents posent avec plus ou moins de bonheur le problème du théâtre musical. Glissons charitablement sur l'académisme du « Cantique des cantiques » mis en scène au Théâtre de la Ville par Raphaël Rodriguez. Dominique Nores a dit récemment son opinion sur l'« Opéra de quat' sous ». Je n'y reviens que pour insister sur l'édulcoration subie par la pièce de Brecht du fait d'une interprétation plus folklorique que politique.

« On veut la lumière, allons-y » est un « opéra-parodie » de Claude Prey. C'est une expérience (1) qui prend place dans la recherche d'un théâtre musical, populaire et historique : musique claire, facile et malicieuse (qui fait penser à l'Histoire du soldat de Stravinsky). On rit beaucoup à ce spectacle vif et constamment intelligent. C'est d'autant plus paradoxal qu'il évoque une affaire grave : l'affaire Dreyfus.

Qu'on aime ou pas l'opéra, on ne peut qu'être conquis par la virtuosité de l'ensemble. Virtuosité du langage d'abord, dû au musicien lui-même qui enfle avec un bel humour ses vers miriltonesques. Efficacité des neuf instrumentistes et du chef Daniel Chabrun. Habilité de Pierre Barrat dont la mise en scène fait mouche. Décontraction des cinq comédiens chanteurs qui interprètent une quarantaine de rôles.

Pourtant, j'ai bronché un moment et failli boudier mon plaisir en me demandant si ce style farfelu, très « Frères Jacques », ne risquait pas d'altérer le sens historique de l'« affaire ». Claude Prey s'est expliqué là-dessus. En suivant fidèlement le déroulement de l'affaire, il cherche la vérité historique entre la légende et l'anecdote. Il en profite pour montrer avec une lucidité destructrice une société lézardée dont il raille les mœurs et la culture en de cruels pastiches d'Offenbach, de Verdi, de Wagner ou de Fauré. D'où vient qu'au baisser du rideau on éprouve une sensation de malaise et que l'indignation s'empare sourdement de nous ? Par le détour de l'amusement la critique d'une époque et d'une institution (l'armée) s'est insinuée, éveillant progressivement notre inquiétude, car à bien des égards cette époque est encore la nôtre. D'autres affaires ont suivi : l'affaire Ben Barka, dont on pourrait faire un opéra-bouffe avec M. Frey en ténor léger, comme on peut imaginer M. Marcellin, basse noble de l'opéra-comique, chantant « Vi-

vent les étudiants, ma mère », avec le chœur des gardiens de la paix.

Trop de spectacles didactiques ont sombré dans l'ennui, provoquant la désaffection du public auquel ils étaient destinés. « On veut la lumière » est un « divertissement grave » qui cherche d'abord à amuser, ensuite à faire réfléchir. Voltaire ne faisait pas autre chose avec ses contes.

Le Théâtre musical d'Angers présentera l'œuvre entre le 6 et le 20 mars à Nevers, Besançon et Amiens. Allez-y ! □

(1) Douze représentations exceptionnelles au Théâtre de France.

A lire *

C'est plus qu'un livre à lire. Pour tous ceux qui s'intéressent au théâtre, c'est un livre à avoir sous la main.

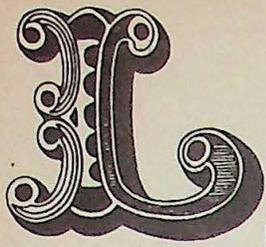
On se fait vite à son manie- ment. Une chronologie rapide de la vie d'homme de théâtre de Planchon, comportant l'indication précise de la représentation des pièces qu'il a montées est rejetée en fin de volume, ainsi qu'un répertoire des œuvres jouées, qui indique le nom de chacun des artisans du spectacle.

Au corps du livre appartient le soin de nous montrer Planchon dans le mouvement général de sa vie et dans son activité quotidienne. Emile Copfermann qui, responsable de « Cité Panorama », le journal édité par la troupe de Planchon, a suivi de très près ses activités, pouvait mieux qu'un autre, les cerner dans leur détail et en expliciter le sens.

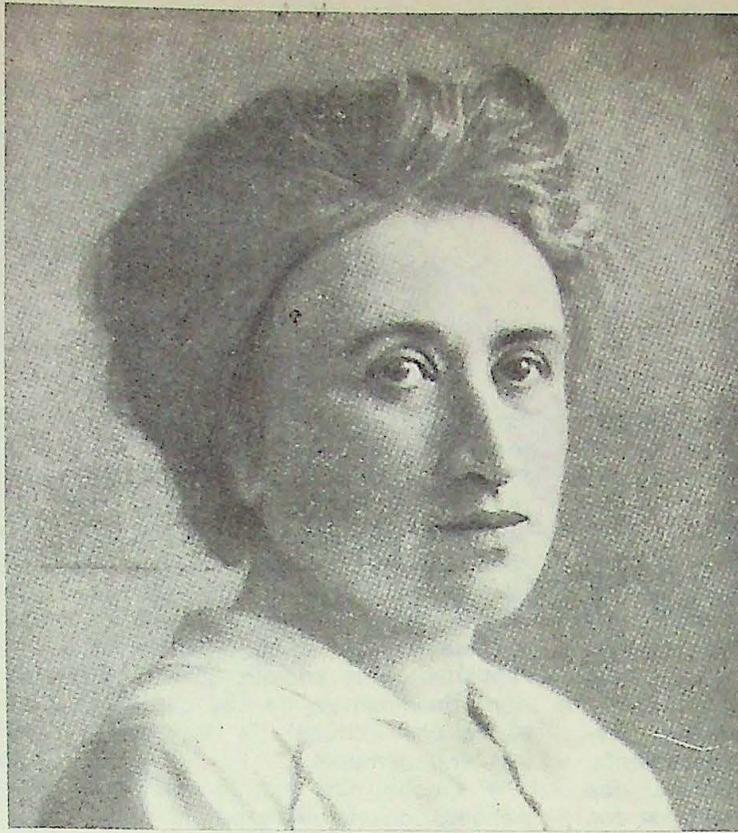
De nombreux documents : textes comparés des adaptations, maquettes de décors, photographies, résumé des pièces inédites et textes de Planchon sur son travail sont intégrés au livre.

Un chapitre très intéressant replace l'action de Planchon dans le mouvement de la décentralisation sous Malraux, et après lui. Copfermann élargit le propos et se demande avec Planchon quels sont les moyens d'un théâtre de réflexion politique, dans la conjoncture actuelle. □

* **PLANCHON**, par Emile Copfermann, édit. la Cité à Lausanne, 316 p., 24,65 F.



IVRES



Il y a 100 ans naissait Rosa Luxemburg

Alain Guillerme

Rosa Luxemburg est née le 5 mars 1870, dans l'empire tsariste, d'une famille juive polonaise. Elle sera donc le contemporain de Lénine...

La Pologne, coupée en deux entre la Russie et l'Allemagne, n'est pas un champ assez vaste pour ses ambitions révolutionnaires ; aussi, en 1897, acquiert-elle la nationalité allemande. L'Internationale est alors divisée en deux ; Bernstein a lancé le révisionnisme ; les marxistes de la même génération que lui, Kautsky, Plékhanov répliquent par un rappel à l'orthodoxie. Leurs disciples de la génération de Rosa, tel Lénine, ne font que reprendre à leur compte Kautsky et consort. Rosa, elle, répond à Bernstein par un développement original de la dialectique marxiste ; c'est « Réforme ou révolution ? ». (Ce livre, inoublié et décisif, fait en tout 83 pages ; celui de Kautsky 362 !) Mais le développement du marxisme effectué par Rosa va l'amener à s'opposer aussi vigoureusement aux « orthodoxes ».

Rosa et Lénine

En effet, une scission a lieu en 1903 au sein du parti russe. Dans « Que faire ? », Lénine a poussé jusqu'à ses ultimes conséquences les théories de Kautsky : le support de la science marxiste n'est pas le prolétariat mais l'intelligentsia bourgeoise, les ouvriers ne peuvent arriver spontanément qu'à une conscience réfor-

miste : la théorie révolutionnaire doit donc leur être inculquée du dehors ; dans cette perspective, le bolchevique est donc « un jacobin lié aux masses » ; le « centralisme démocratique » était né. A cela Rosa réplique que c'est un slogan creux. « Le livre du camarade Lénine, dit-elle, n'est pas centraliste, il est l'exposé de la tendance ultra-centraliste du parti russe... Dans ce système, le C.C. a tous les pouvoirs sur les organismes inférieurs ; il peut même, entre deux congrès, dissoudre les organismes de base, changer leur direction et assurer une préparation du nouveau congrès favorable à ses thèses... Alors que, ajoutait-elle avec impertinence, le rôle des organes-directeurs du parti socialiste revêt dans une large mesure un caractère conservateur », in « **Marxisme contre dictature** ». On sait qu'en avril 1917 Lénine allait reprendre à son compte cette « impertinence » faisant appel à la base contre l'appareil pour préparer l'insurrection d'octobre au nom des soviets. Rosa, de son côté, allait développer sa théorie de la révolution après 1905 dans « **Grève générale, parti et syndicat** ».

Rupture avec la social-démocratie

En 1910, à propos des élections en Prusse, Rosa développa une propagande énergique, combattue par Kautsky, pour obtenir la victoire en déclenchant et appuyant des luttes de

masses. Cette fois, c'en était trop ; elle rompit avec Kautsky (Lénine ne le fera qu'en 1914 lors de la trahison de celui-ci devant la guerre). En retour, il se forma autour d'elle « un groupe de partisans radicaux prêts à déclencher la révolution par tous les moyens » (Louise Kautsky). Cette rupture politique eut aussi des conséquences théoriques : en 1912, elle rédigea « **L'Accumulation du capital** » qui rompait radicalement avec les théories social-démocrates sur le problème, notamment celle d'Hilferding reprise en partie par Lénine dans « **l'Impérialisme** ». Entre sociaux-démocrates et « luxembourgiens » la rupture était consommée : néanmoins personne ne pouvait prévoir à quel point d'abjection irait la Seconde Internationale en 1914. Lénine lui-même tenait absolument à être reconnu comme un social-démocrate orthodoxe et à représenter les mencheviques comme des déviationnistes, alors que quelques mois plus tard toute l'Internationale allait dévier.

La guerre et la révolution

C'est pourquoi il était impensable dans l'Allemagne de l'époque de s'organiser en parti distinct. Durant la guerre Rosa et ce qui devint la « **Ligue Spartakus** » firent une propagande internationaliste acharnée. Ils se gagnèrent de larges masses en dénonçant la direction « majoritaire » du

parti puis en soutenant avec enthousiasme la révolution d'Octobre. Cela n'empêcha pas Rosa de ne pas ménager ses critiques à l'équipe Lénine-Trotsky. Dans « **La révolution russe** », Rosa montre magistralement comment le parti bolchevique, s'il a osé le premier rompre avec les réformistes, a liquidé l'initiative créatrice des masses et leur liberté de jugement en annexant la dictature du prolétariat — les soviets — au profit du parti. Néanmoins elle revint sur sa position sur deux points de ce livre. Dans « **La tragédie russe** », elle approuvera la dissolution de la Constituante et l'alliance avec les S.R. de gauche sur leur programme paysan. Par contre ce qu'elle ne put accepter c'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui, étant donné les circonstances, ne signifiait rien sinon cautionner la paix de Brest-Litovsk. Seule l'insurrection des masses allemandes pouvait, selon elle, sauver la Russie du cauchemar bureaucratique qu'elle apercevait dès 1918 ! Mais le compromis passé avec les bolcheviques avait permis à la Reichswehr de refaire ses forces, le jeune P.C. allemand, acculé à une insurrection, fut décapité. Après la mort de Rosa, les prolétaires allemands s'organisent malgré tout. De 1919 à 1923, ils créent un organe de pouvoir nouveau, supérieur au soviétique : le **comité d'usine**, chargé à la fois de la gestion politique, militaire et économique. Le rêve de Rosa : supprimer la distinction entre lutte économique et lutte politi-

que se réalise. Mais le parti communiste était brisé en deux et isolé de la Russie. L'Allemagne avait raté le socialisme, elle allait connaître la barbarie...

Rosa Luxemburg aujourd'hui

Les staliniens ont, depuis, systématiquement dénigré Rosa. En France ils veulent gommer jusqu'à l'histoire du mouvement ouvrier allemand. En 1934, les Ed. Spartacus répliquent en publiant « **La commune de Berlin** » ; pendant 30 ans ils continueront seuls à publier des textes luxembourgiens ; Maspero, à partir de 1964, en publiera lui aussi. Malgré cela, l'influence de Rosa est minime dans les pays latins et il faut attendre Mai 68 et le « Mai rampant » italien pour que la revue « Manifesto » mette au cœur des débats la polémique Luxemburg-Lénine et pour qu'ils trouvent un écho en France (« Temps modernes », « Que faire ? », etc.). On ne peut se dire révolutionnaire communiste aujourd'hui sans considérer cette polémique à l'ordre du jour. Seule une telle étude de ce qui reste de « refoulé » du mouvement ouvrier peut et doit permettre un dépassement qui contribuera à mettre toujours plus notre théorie au niveau de notre pratique. Tel est le seul et unique hommage que l'on puisse rendre à R. Luxemburg si l'on ne veut pas en faire une momie de plus dans le grand mausolée de l'univers bureaucratique. □

Question au Ministre de l'Équipement

Michel Rocard

Michel Rocard demande à M. le Ministre de l'Équipement et du Logement :

1° S'il est exact que le groupement concessionnaire des autoroutes A 10 (La Folie Bessin-Poitiers) et A 11 (Ponthevard-Le Mans), ne sera tenu de financer sur son capital que 10 % du coût des opérations, étant ajouté que la souscription de ce capital pourrait être étalée dans le temps. Une telle disposition ne contredit-elle pas des déclarations antérieures indiquant un pourcentage de fonds propres sensiblement plus élevé ?

2° Dans quelle mesure la réduction annoncée du coût de l'ouvrage par rapport au coût moyen des autoroutes de liaison n'est pas imputable à une baisse de la qualité des prestations, telle que l'épaisseur et la durée des revêtements ou le nombre de voies. S'il s'agis-

sait de gains réels de productivité, il serait important que M. le Ministre fasse connaître les raisons qui ont empêché dans le passé l'administration de mettre en œuvre de telles améliorations et quelles leçons il en retire à l'avenir pour introduire les réformes nécessaires dans les services relevant de sa compétence.

3° Quelles libertés sont accordées à la société pour qu'elle puisse rentabiliser ses investissements, qu'il s'agisse du montant des péages, des bénéfices attendus des installations annexes, telles que stations-service, restoroutes, motels, ou de recettes éventuelles provenant de la réalisation d'opérations financières ou immobilières. En ce qui concerne la liberté de fixer les péages, M. le Ministre ne craint-il pas qu'en plus du coût supplémentaire pour les usagers elle aboutisse à ces détournements

de trafic obligeant l'Etat ou les collectivités locales à effectuer des travaux d'entretien ou d'amélioration supplémentaires sur des itinéraires proches de l'autoroute qui resteraient surchargés ? En plus de l'autonomie de gestion abandonnée à la société, M. le Ministre peut-il préciser si des engagements garantissent à la société une rémunération minimale de ses capitaux et, le cas échéant, la nature de ses engagements.

4° Quelle part exacte des dépenses occasionnées par la réalisation de l'ensemble de la liaison Paris-Poitiers et Paris-Le Mans sera finalement supportée par l'Etat, compte tenu que les tronçons les plus coûteux seront principalement à sa charge : accès à Paris et raccords avec l'autoroute du Sud, déviations de Chartres, Tours et Poitiers, que des terrains ont déjà été acquis et des ouvrages com-

mencés ou en service ?

5° Comment se concilie le tracé de ces autoroutes avec les plans d'aménagement et les schémas directeurs des régions et agglomérations traversées, notamment en région parisienne ? De plus, l'ensemble des conséquences d'une éventuelle urbanisation de la zone d'influence de l'autoroute peuvent être très néfastes : spéculation sur les prix fonciers, développement d'un urbanisme « sauvage ». A ce propos, M. le Ministre pourrait-il indiquer si, à sa connaissance, des surfaces foncières étendues situées dans cette zone d'influence ont été acquises par d'importants promoteurs au cours des derniers mois ?

6° Dans quels délais seront publiés le contrat et le cahier des charges qui viennent d'être signés par l'administration et les entreprises concessionnaires ? □

Campagne antimilitariste

Les démoralisateurs de l'armée

Jules Praha

Le procès de Rennes a été le révélateur de toute une série de situations qui règnent à l'intérieur de l'armée. Peu à peu de nouvelles affaires sont découvertes, des jugements sont rendus par la même justice militaire et avec la même partialité.

Ainsi cette affaire du 2^e régiment de cuirassiers qui s'est passée à Reutlingen, en Allemagne, qui a commencé le 25 octobre 1969. Un jeune soldat trouve la mort dans des manœuvres. Les raisons officielles avancées : défaillance mécanique. En fait quelques soldats du contingent commencent à avancer d'autres causes : tous les soldats étaient extrêmement fatigués en raison du rythme de travail qu'on leur avait fait mener dans la dernière période. D'autre part, l'adjudant Muzy faisait boire « ses » hommes, et il est certain que le jeune soldat qui s'est tué avait trop bu.

Un camarade de ce dernier accuse Muzy, et se fait frapper par l'adjudant Terrasse.

Le « Bureau d'information » de la caserne rédige une motion, à

propos de ces événements, sur les conditions de vie des soldats pendant les manœuvres. Les autorités déclarent immédiatement que le « Bureau d'information » outre-passe ses fonctions qui sont l'organisation des distractions et des loisirs.

Là-dessus éclate une nouvelle affaire. Deux soldats, Rollin et Divet, surprennent incidemment un groupe d'officiers et de sous-officiers dans une « popotte » en train de se livrer à des exhibitions obscènes entre eux, à une orgie pédérastique collective.

Plusieurs jeunes soldats en manœuvres écrivent à quelques-uns de leurs camarades restés à la base pour les informer de cette nouvelle affaire. La sécurité militaire, par l'intermédiaire des gendarmes, commence à perquisitionner chez les soldats qui ne sont pas partis en manœuvres, elle fait semblant, après la lecture d'un carnet d'adresses, de croire à un complot international. Les lettres, journaux, écrits personnels sont confisqués ; ils serviront de pièces à conviction pour l'instruction.

Les sous-officiers impliqués dans l'affaire de mœurs sont relâchés. Des brimades et des pressions sont exercées sur des appelés pour qu'ils reviennent sur leurs déclarations où s'avouent complices du « complot ».

Car la dénonciation des brutalités physiques, la dénonciation des mœurs des officiers et sous-officiers sont obligatoirement un complot, puisqu'elles salissent l'image de l'armée, et atteignent son moral.

La simple relation des faits est donc considérée comme un crime.

Le soldat Jean-Louis Fauthoux a écopé de 60 jours d'arrêts de rigueur, avec demande de traduction devant le Tribunal militaire pour le motif suivant :

« A participé à l'organisation d'une équipe dont les activités visaient à la démoralisation de l'Armée et a manqué à son devoir de militaire en ne rendant pas compte d'activités contraires à la discipline se déroulant dans le club régimentaire dont il était l'animateur. »

Soixante jours d'arrêts de rigueur avec demande de traduc-

tion devant le Tribunal militaire pour le 2^e classe Joseph Divet, pour le motif suivant :

« Détenteur ou auteur d'écrits de nature à nuire à la discipline ; a dirigé l'organisation au sein de son corps d'une équipe dont les activités visaient à la démoralisation de l'Armée. »

Soixante jours d'arrêts de rigueur, avec demande de traduction devant le Tribunal militaire, pour le 2^e classe Banet Jean-Michel. Pour le motif suivant :

« Détenteur d'écrits de nature à nuire à la discipline ; a dirigé l'organisation d'une équipe dont les activités visaient à la démoralisation de l'Armée, et s'est livré à des manifestations ayant le même objet. »

Que les sous-officiers et officiers se livrent à des orgies pédérastiques, grand bien leur en fasse ; que le sergent Muzy soit alcoolique, cela le regarde, mais alors que plus aucun d'entre eux et de ceux qui les soutiennent ne s'arroge le droit et ne détienne le droit de condamner pour atteinte au moral, ceux qui ont vu et pensé ! □